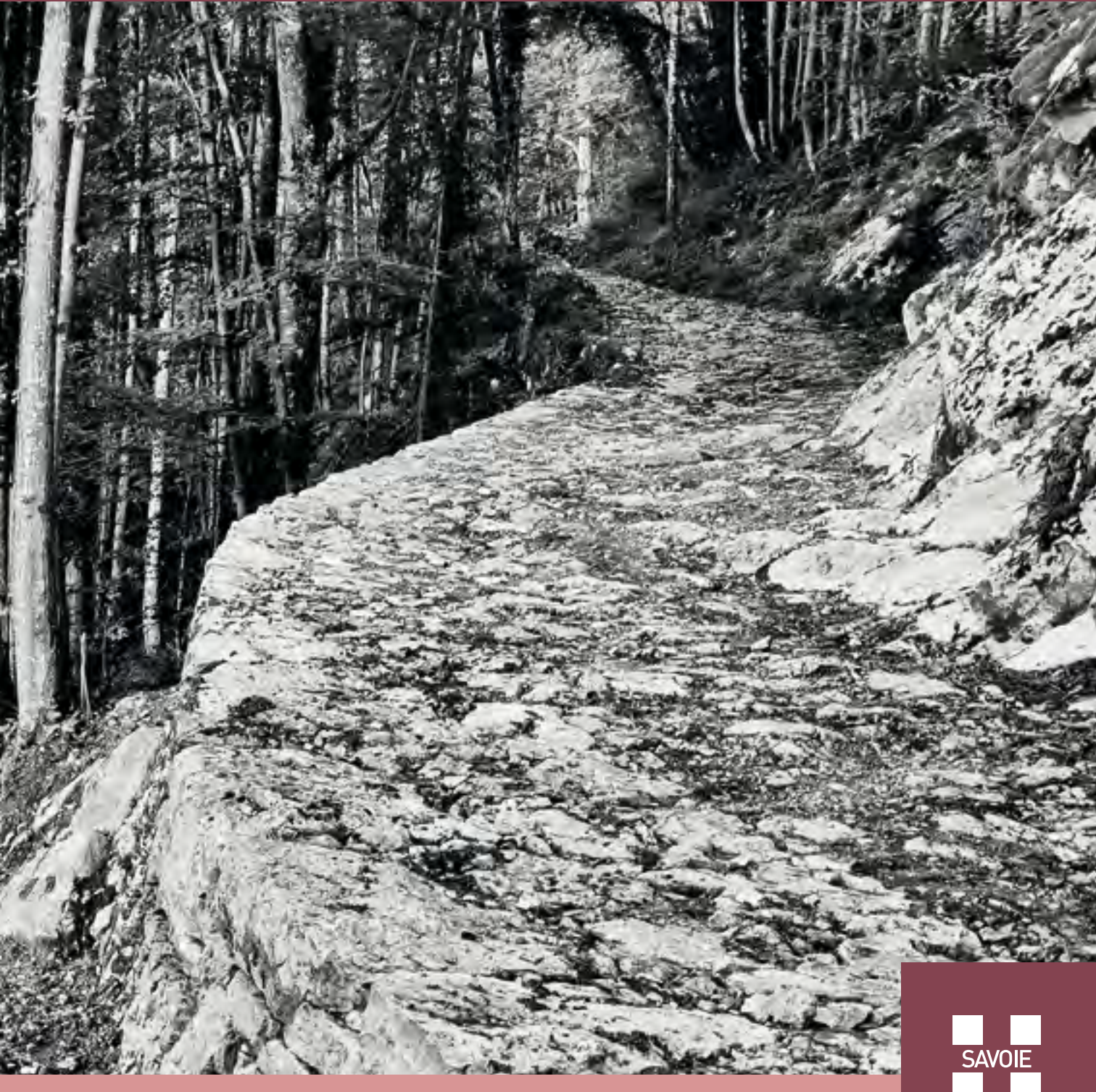
La rubrique
DES PATRIMOINES *de Savoie*



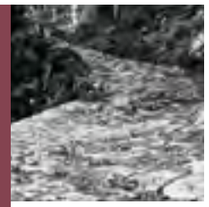
Conservation Départementale du Patrimoine. automne 2026. n°57

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

éditorial

La rubrique 57

Conseil départemental de la Savoie
Conservation départementale du patrimoine
Hôtel du département
CS 31802
73018 Chambéry CEDEX
Tél. (00-33-4) 79 70 63 60
Courriel cdp@savoie.fr



Voie sarde
de Saint-Sulpice

Directeur de la publication
HERVÉ GAYMARD
Rédacteur en chef
JÉRÔME DURAND
Secrétaire de rédaction
VINCIANE GONNET-NÉEL

Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées
FLORENCE BEAUME, directrice

Conservation départementale du patrimoine de la Savoie

JÉRÔME DURAND, chef de service

CLÉMENT MANI, adjoint au chef de service
SÉBASTIEN NIELOUD-MULLER, chargé d'études et de recherches
VINCIANE GONNET-NÉEL, chargée de la documentation

CLARA BÉRELLE, conservatrice déléguée des Antiquités et Objets d'Art de la Savoie
AMANDINE DIBILLY, chargée de valorisation du patrimoine
FLORIANE MORONI, gestionnaire subventions
ALICE VERNOIS, chargée d'ingénierie culturelle et bases de données patrimoniales
MARINA GAZZINO, régisseuse des collections

SOPHIE CARETTE, médiatrice « Château des ducs de Savoie »
CHLOÉ JOBERT, chargée de projet « SavoiaExperience »
SYLVAIN BUSCOZ, agent d'accueil et de médiation
Célestine DAVID, agent d'accueil et de médiation
QUENTIN MIGLIORE, agent d'accueil et de médiation
TIEN NGUYEN-PHUC, agent d'accueil et de médiation

Création graphique de la maquette Emmanuelle Mellier
Exécution et mise en page Domitille Marchand • Bonne Mine
Impression Gonnet imprimeur

SAVOIE
LE DÉPARTEMENT

La rubrique des patrimoines de Savoie est téléchargeable sur
patrimoines.savoie.fr

Dépôt légal
Octobre 2026
Tirage 2500 exemplaires
ISSN 1288-1635

Notre patrimoine est-il en danger ?

Les alertes pleuvent, alimentées par les tensions économiques, et il est naturel d'éprouver le sentiment de vivre une période exceptionnelle, marquée par l'urgence d'agir. Le ministère de la Culture a créé en 2017 la mission *Patrimoine en péril*, confiée à Stéphane Bern, avec son fameux corollaire, le « loto du patrimoine ». Parmi les projets soutenus dans ce cadre, plus d'un millier à ce jour, le couvent des Cordeliers à La Chambre, en Maurienne, est le lauréat sélectionné pour la Savoie en 2026. Les inquiétudes sur la préservation du patrimoine se sont, ces dernières années, particulièrement cristallisées autour du patrimoine religieux catholique qui, par sa densité et son caractère symbolique, est particulièrement visible et présent : on compte 90 000 édifices religieux catholiques en France, dont 45 000 édifices paroissiaux, dans leur immense majorité propriétés des communes. Le sujet a donné lieu au rapport du Sénat *Patrimoine religieux en péril*, diffusé en 2023, et au lancement de la collecte de fonds *Sauvons le patrimoine religieux de nos villages*, portée par la Fondation du patrimoine. En parallèle, l'Église de France a lancé en 2023-2024 des Etats généraux du patrimoine religieux, qui ont donné lieu à une vaste enquête, un état des lieux et la diffusion d'outils méthodologiques. En 1996, la création de la Fondation du patrimoine avait précisément pour but d'ouvrir de nouvelles voies de financement pour la préservation du patrimoine ; elle s'était accompagnée du lancement d'une campagne *Sauvons ensemble notre patrimoine*. Plus loin dans le temps, souvenons-nous de l'émission télévisée *Chefs-d'œuvre en péril*, née dans les années 1960 : elle a contribué à mettre en valeur des actions de sauvegarde, mais aussi à stigmatiser les « vandales », bien avant le *Guerre aux démolisseurs !* du jeune Victor Hugo, qui marque l'éveil d'une conscience patrimoniale. À l'époque romantique, une multitude de monuments – châteaux, monastères, remparts, églises… – sont déjà détruits ou en cours de destruction. La Révolution française a évidemment joué un rôle majeur dans ce phénomène, avec la nationalisation des biens du clergé et les bouleversements institutionnels, politiques et sociaux qu'elle a provoqués : la Savoie a ainsi souffert de l'activisme du représentant en mission Albitte qui, en 1794, a fait abattre maints clochers et envoyé à la fonte les cloches des églises, endommageant au passage le couvert des édifices lors des chantiers de démolition qu'il avait déclenchés. Déjà, avant la fin du XVIII[e] siècle, nombre d'édifices historiques étaient en danger, les châteaux forts parce qu'ils étaient abandonnés par les familles seigneuriales, du fait d'un changement de mode de vie, les monastères en raison de la désaffection pour la vie conventuelle et de la pratique de la commende, les églises paroissiales faute de moyens des communautés d'habitants. Ainsi, en Savoie à cette époque, certaines abbayes - le Betton, Aulps, par exemple - connaissent de dures périodes de décadence matérielle et morale. La décision est déjà prise, alors, de démolir certaines églises en trop mauvais état : c'est le sort subi par l'église paroissiale de Chambéry, dont le souvenir est conservé dans le nom de la place Saint-Léger. La destruction des jubés, des remparts, de maisons anciennes est également menée tambour battant, au nom de la modernité, du progrès et du nécessaire développement urbain. Les guerres, enfin, laissent leur sillage de dévastation : l'église d'Apremont est ainsi incendiée par la soldatesque espagnole en 1742, pendant la guerre de Succession d'Autriche, et, plus près de nous, on garde en Maurienne le souvenir du violent bombardement de Modane en 1943, qui ne laissa debout que le clocher de l'église, seul dressé dans un champ de ruines.

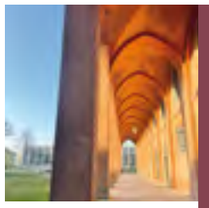
Le thème est mobilisateur : qui s'en plaindrait ? La préservation du patrimoine culturel a toujours nécessité force de conviction, foi en l'avenir et action collective. L'investissement de tous les acteurs est plus que jamais nécessaire : Etat, Région, Département, bloc communal, fondations, associations, mécènes… doivent poursuivre leur engagement en ce sens. C'est à ce prix que nous pourrons transmettre nos richesses patrimoniales, mais aussi préserver le fragile écosystème de professionnels, souvent constitué de petites entreprises, et le savoir-faire nécessaire aux chantiers de restauration.

Hervé Gaymard
Président du Conseil départemental de la Savoie

éductour SavoiaExperience

acte II

Deuxième volet du voyage d'étude du projet transfrontalier SavoiaExperience, du 25 au 27 mars 2026, côté italien. Après la Savoie en novembre 2025, les soixante acteurs du patrimoine et du tourisme responsables de sites savoyards et piémontais ont repris la route direction Racconigi, Savigliano, Saluzzo et Govone. 7 ateliers en 3 jours et, en filigrane, la même question : comment construire une destination commune après 166 ans de séparation ? Cette fois, le groupe a commencé à trancher.



ACTEURS DU PATRIMOINE

JOUR 1 : Racconigi, le pouvoir au féminin
Au château royal de Racconigi, le professeur Pierangelo Gabriele consacre sa conférence aux femmes de la dynastie : en une heure, la maison de Savoie change de visage. Éducation politique poussée, mariages valant traités, charité comme instrument d'influence : le Risorgimento, d'habitude raconté par ses seuls hommes d'État, s'en trouve déplacé. La salle voit aussitôt la ressource : « Les femmes de Savoie sont à valoriser et pas seulement dans le passé ».



© Département de la Savoie

La visite ouvre ensuite des espaces rarement montrés, des bains de Charles-Albert à la Margaria, ferme royale au bâti étonnamment soigné. « Un territoire raffiné et secret, qui montre sa force dans la douceur de ses lieux », résume un participant. De là, une piste : faire de l'élégance de l'ottocento un argument, face à l'image un peu plus rugueuse prêtée à la Savoie.

JOUR 2 : Savigliano et Saluzzo, croiser les savoir-faire et choisir une devise
La deuxième journée amène les participants à Savigliano pour une visite des palais Cravetta et Taffini d'Acceglio, véritables joyaux architecturaux qui célèbrent la lignée de la maison de Savoie.



© Terre del Savoia

L'occasion également de découvrir le MÙSES, musée dédié à la parfumerie où les participants expérimentent la découverte du patrimoine par l'odorat.

Au Monastero della Stella, l'atelier « hub des savoir-faire » demande à chacun une expertise mobilisable par le réseau : œnotourisme, itinérance vélo, musique, langues savoyarde et piémontaise… « Nous avons tant de choses à dire mais chaque ville, chaque site, pour développer son tourisme, a besoin d'avoir une voix ».



© Camilla Pandi

L'après-midi, au château de La Manta, place à l'identité visuelle. Six devises en lice, un débat serré entre « cimes » et « sommets ». Un détail ? Non, le début d'une histoire commune retrouvée ! Vote aux cartons de couleur : « Unis par les sommets » l'emporte. Le totem, lui, reste ouvert : la couronne, lisible par tous, ou le lacs d'amour, plus confidentiel mais propre au territoire. Le débat n'est pas clos. C'est plutôt bon signe.



© Calberkoy

JOUR 3 : Govone, la gouvernance sur la table
À Govone, mise en avant de la « question qui fâche » : que devient le réseau une fois le financement ALCOTRA terminé ? Six options de structure juridique sont sur la table, chacune avec ses précédents européens, des Châteaux forts du Rhin à Forte Cultura. L'hypothèse d'une association transfrontalière chargée de réunir des financements et consolider un itinéraire, mais dont la forme juridique reste encore à définir, semble avoir conquis les participants.



© Giulia David

Reste le plus difficile, désigné par les participants eux-mêmes : la narration commune, d'un versant à l'autre. Interrogés sur la plus belle réussite espérée d'ici un an, près de 60 % répondent la même chose : que les guides et les personnels d'accueil se connaissent, de part et d'autre de la frontière.

« **Une destination tient donc grâce à celles et ceux qui la racontent et aux lieux qui la portent. Le chantier sabaudae est ouvert !** » conclut Séverin Duc, grand témoin de l'événement.



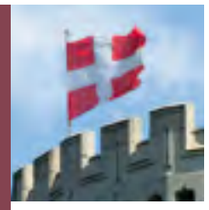
© Terre del Savoia

Tous les contenus de l'éductour sont en ligne sur https ://savoy.travel/experience

Chloé Jobert
Évelyne Maitre - Neomundi

former ceux qui transmettent

des enseignants de collège à la découverte de l'histoire de la maison de Savoie



ACTEURS DU PATRIMOINE

Si l'histoire millénaire de l'une des plus anciennes dynasties d'Europe est naturellement enseignée chez nos voisins italiens, où elle s'inscrit pleinement dans le récit national, elle demeure souvent méconnue des jeunes générations savoyardes. Pourtant, partout sur le territoire, châteaux, abbayes et sites patrimoniaux portent encore les traces de ce passé prestigieux et jalonnent le paysage. Afin de mieux transmettre cet héritage, la Délégation Académique aux Arts et à la Culture du Rectorat de l'Académie de Grenoble, en collaboration avec la Conservation départementale du patrimoine, a organisé une formation à destination des enseignants de collège des bassins chambériens et aixois sur le thème des résidences princières de la maison de Savoie.

La démarche partenariale et transfrontalière

À travers le projet européen SavoiaExperience, lancé en 2023 et financé par le programme transfrontalier INTERREG ALCOTRA, le Département de la Savoie et la Fondation d'Hautecombe, aux côtés de leurs partenaires piémontais, œuvrent à la valorisation du patrimoine historique de la maison de Savoie. L'ambition est de créer une destination patrimoniale et touristique, entre Savoie et Piémont, autour de demeures historiques dont le château des ducs de Savoie, l'abbaye d'Hautecombe, le château de Racconigi et le château de la Manta.

De cette volonté de faire découvrir différentes facettes du patrimoine de la maison de Savoie et leurs liens avec le territoire est née une formation à destination des enseignants, proposée dans le cadre du plan académique de formation et intitulée « Résidences de la Maison de Savoie, Mémoires vivantes ». Scindée en deux journées, cette Formation d'Initiative Territoriale ouverte aux collèges des réseaux de Chambéry, de l'Avant-pays Savoyard et d'Aix-les-Bains a donné lieu à des visites sensibles de chaque édifice avec la découverte d'endroits habituellement non ouverts au public, des apports historiques et culturels ainsi que des ateliers à visée pédagogique.

Ce stage a suscité de nombreuses demandes d'inscription, preuve de l'intérêt des enseignants pour cette thématique qui offre la perspective de projets pédagogiques interdisciplinaires. Au total, ce sont 13 binômes composés d'enseignants en français, histoire-géographie, italien, arts plastiques, sciences et éducation musicale qui se sont engagés dans la démarche.

Atelier





Conférence



Visite

se former au réseau

En Savoie, comme dans toute l'Académie de Grenoble, la DAAC en lien avec l'École Académique de la Formation Continue, la DSDEN et les établissements scolaires du second degré, mobilise des Formations d'Initiative Territoriale (FIT).
Ces FIT s'inscrivent dans les trois dimensions de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) : rencontrer des œuvres, des artistes et des structures culturelles, pratiquer une activité artistique ou culturelle et construire des connaissances et acquérir des compétences. Leur objectif est de répondre à un besoin repéré sur un territoire. Elles favorisent le montage de projet, le travail en réseau et la mise en place de résidences artistiques, tout en renforçant les pratiques pédagogiques des enseignants de toutes disciplines.



Visite de la Sainte-Chapelle



Ateliers dans les appartements royaux

Une journée au château des ducs de Savoie

Pour la première journée de formation, le rendez-vous était donné le 6 mars 2026 au château des ducs de Savoie, siège du pouvoir administratif ducal. Après un temps d'inclusion pour apprendre à se connaître, les 26 enseignants ont eu l'occasion de se plonger dans l'histoire dynastique de la Savoie à travers les objets et collections du Musée Savoisien grâce à une conférence animée par Sébastien Gosselin, directeur adjoint du musée. La matinée s'est poursuivie par la visite du château au cours de laquelle les participants ont découvert des espaces inédits tels que la Tour du Carrefour ou le nouveau musée du château. Pour la suite du programme, un temps de présentation a permis de revenir sur les dispositifs financiers et pédagogiques et les ressources proposés par la Conservation départementale du patrimoine, les Archives départementales, le service Ville d'Art et d'Histoire de Chambéry et la DAAC de Grenoble. La seconde partie de l'après-midi a été consacrée à la pédagogie du projet. En binôme, les enseignants ont été invités à réfléchir aux offres à développer pour permettre aux collégiens de s'approprier pleinement cette thématique.

apprendre en jouant

Quel est le lien entre le gressin, la Squadra Azura, Christine de France et la pizza Margarita ? La maison de Savoie évidemment ! Parmi les outils de médiation mis à la disposition des enseignants figure un jeu de cartes autour des personnages, symboles et événements emblématiques de la maison de Savoie accompagné d'une frise chronologique géante. Imaginé par les médiateurs de la Conservation du patrimoine, les enseignants et leurs élèves ont pu tester le prototype en classe et améliorer le concept du jeu. La version finale devrait officiellement faire son entrée dans les collèges intéressés dès la rentrée de septembre.



La suite à l'abbaye d'Hautecombe

Le lundi 4 mai 2026, c'est à bord d'un bateau au départ du Grand Port d'Aix-les-Bains que les 26 stagiaires se sont retrouvés pour la seconde partie de la formation. La traversée du lac du Bourget a offert une vue imprenable sur l'abbaye d'Hautecombe où les stagiaires ont ensuite été accueillis par Jean-Marc Cottet, membre de la Communauté du Chemin Neuf et partenaire du projet SavoiaExperience. Il a ensuite guidé le groupe lors d'une visite allant de l'embarcadère à l'église abbatiale, en passant par la grange batelière. Cette première immersion dans le site s'est prolongée par la découverte du parcours audioguidé de l'église. Certains ont testé le parcours classique destiné aux adultes, d'autres celui conçu pour les enfants, tandis que les professeurs d'anglais et d'italien ont expérimenté les versions en langues étrangères.

Au cœur de la chapelle des Princes, les enseignants ont ensuite eu l'opportunité de rencontrer Séverine Haberer, conservatrice de biens culturels, en charge de la restauration des décors peints de la fresque de l'Annonciation. L'occasion également d'échanger sur les métiers d'art et du patrimoine.

Pour clôturer la matinée, Cécile Bogey, professeure relais Réseau des Musées de Savoie pour la DAAC de Grenoble, a proposé une conférence sur les représentations d'Hautecombe et du lac du Bourget dans les œuvres littéraires et l'Art du 19e siècle.

L'après-midi a été essentiellement consacrée à la construction d'un projet pédagogique interdisciplinaire par établissement. Les six groupes d'enseignants ont ainsi imaginé les futures offres de découverte pour leurs élèves : apports théoriques en lien avec les programmes scolaires de 5e et 4e, ateliers de calligraphie aux archives départementales, visite immersive des sites dans la peau d'un guide ou d'un médiateur du patrimoine, production d'un livret pédagogique, etc.

La journée s'est clôturée par la visite de l'ancienne auberge estivale de l'abbaye, future salle hors sac que la Communauté du Chemin Neuf envisage de réhabiliter pour poursuivre son souhait d'accueillir les classes dans de bonnes conditions.

Désormais armés pour conduire des activités pédagogiques autour du patrimoine historique de la maison de Savoie, les enseignants se sont d'ores et déjà mobilisés pour monter des projets avec leurs classes dès la rentrée prochaine. Les équipes du château des ducs de Savoie et de l'abbaye d'Hautecombe ont quant à elles confirmé leur volonté de construire des offres adaptées à l'accueil du public scolaire.

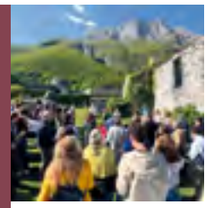
Cécile Bogey
Chloé Jobert
Valérie Vedrenne

+ d'infos

www.savoiaexperience.com

deuxième Rencontre des acteurs du patrimoine de Savoie

les liens se construisent au Château de Miolans



ACTEURS DU PATRIMOINE



Après une première journée organisée le 16 octobre 2025 au Château des ducs de Savoie à Chambéry, le Département de la Savoie et la Fédération Patrimoine Aurhalpin ont donné rendez-vous aux acteurs du patrimoine pour une deuxième rencontre, le 23 avril 2026, au château de Miolans à Saint-Pierre-d'Albigny.

Cette nouvelle édition a réuni 80 participants : associations, collectivités, acteurs culturels et touristiques, universitaires et partenaires institutionnels. Sous le soleil de la Combe de Savoie et grâce à l'accueil chaleureux de Monsieur Dor, propriétaire du monument, les participants ont pu profiter d'un cadre patrimonial exceptionnel, propice aux rencontres et aux échanges.





Après un retour sur la première journée, une session plénière a ensuite permis à la Fédération des Associations de sauvegarde du Patrimoine de l'Isère (FAPI) de présenter son fonctionnement et ses actions, afin d'alimenter la réflexion sur la structuration du potentiel réseau savoyard. Les participants ont fait connaissance lors d'un « speed-meeting » des acteurs, un format dynamique destiné à favoriser les échanges et à mieux identifier les compétences présentes sur le territoire. Trois ateliers ont ensuite placé les participants au cœur de la réflexion. Le premier portait sur la gouvernance à imaginer pour le futur réseau : son organisation, les rôles de chacun et les moyens nécessaires. Le deuxième interrogeait ses finalités : pour quels publics agir, autour de quelles thématiques et pour quelles missions ? Le troisième était consacré aux outils susceptibles d'accompagner concrètement les acteurs.

Ces deux premières rencontres ont permis de mieux identifier et d'orienter les besoins des acteurs du patrimoine en Savoie. Plusieurs grandes priorités se dégagent : développer des outils partagés et un espace collaboratif, faciliter l'accès aux ressources professionnelles et financières, maintenir des rencontres et temps d'échanges réguliers, mais aussi renforcer les actions à destination des publics autour de la communication, du tourisme culturel, des expériences ludiques et immersives et de l'intergénérationnel. À l'issue de ces rencontres, les participants ont reçu par courriel les restitutions, illustrées par Jonathan Desbois, ainsi que les coordonnées des participants pour faciliter les échanges et créer de nouveaux liens.

Les *Rencontres des acteurs du patrimoine de Savoie* confirment l'intérêt d'une dynamique collective. Les contributions recueillies dessinent déjà les prochaines étapes. En 2027, le réseau poursuivra sa structuration autour de nouveaux temps d'échange, d'outils partagés et de projets communs. Autant de perspectives pour faire vivre ces rencontres dans des lieux emblématiques de Savoie et renforcer les échanges, la coopération et les liens entre les acteurs du patrimoine savoyard. Les comptes-rendus et la liste des participants sont disponibles sur le site internet de *Patrimoine Aurhalpin*.

Amandine Dibilly
Céline Bardin

des temps d'échange dédiés aux élus

Dès le printemps 2027, des temps d'échange seront proposés aux élus locaux autour des dispositifs d'accompagnement liés au patrimoine. Organisés dans différents territoires de Savoie, ils permettront de mieux connaître les accompagnements financiers et techniques, les obligations réglementaires ainsi que les acteurs et ressources mobilisables pour protéger, restaurer et valoriser le patrimoine local.

traces d'altitude

quand les pierres racontent la montagne

Et si, pour comprendre la montagne, il suffisait parfois de baisser le regard vers ses pierres ? Cet été, le festival *Traces d'altitude* nous invitait à partir à la découverte des roches gravées de Haute Maurienne Vanoise. Conférences, randonnées, projections, rencontres : une programmation pour faire parler ces traces anciennes et, surtout, donner envie de les regarder autrement.



© A. Dibilly

ACTEURS DU PATRIMOINE

Des pierres. Beaucoup d'histoires.

À quelques mètres d'un sentier, parfois perchées dans les alpages, les roches gravées restent parfois invisibles aux yeux de ceux qui parcourent la montagne. Elles constituent pourtant l'un des patrimoines les plus singuliers de Haute Maurienne Vanoise : cupules, figures humaines, animaux ou signes géométriques témoignent de la présence et des pratiques des populations qui ont fréquenté ces montagnes au fil des millénaires.

C'est précisément ce que le festival Traces d'altitude a voulu changer. Organisé par le Département de la Savoie, en collaboration avec la Communauté de communes Haute Maurienne Vanoise et avec l'appui des communes du territoire, il a proposé de mettre ce patrimoine rupestre sous les projecteurs.

Des regards et des façons de découvrir

Conférences, projections, visites guidées, randonnées, spectacles… le festival a multiplié les portes d'entrée vers les roches gravées. Cette diversité s'est également retrouvée chez les intervenants : archéologues, universitaires, accompagnateurs en montagne, photographes ou artistes ont croisé leurs regards.

Parmi eux, Jonathan Fuentes, Lionel Laslaz, Yoann Collange, Emmanuel Breteau et Pierre-Jérôme Rey ont animé différentes conférences. Christian Vair, accompagnateur en montagne, a quant à lui guidé plusieurs visites et randonnées à la découverte des roches gravées de Haute Maurienne. La Compagnie Tramaluna et la Fondation Facim ont également enrichi cette programmation par des propositions artistiques et pédagogiques. Un grand merci à l'ensemble des intervenants et des participants qui ont contribué à la réussite de cette programmation !

Une richesse qui a permis de dépasser la seule approche archéologique. Les gravures racontent aussi les usages de la montagne, les pratiques pastorales et plus largement les relations entre les hommes et les paysages alpins.

Quand les publics se rencontrent

Habitants de Haute Maurienne, vacanciers, familles, randonneurs, mais aussi professionnels de l'archéologie, de la montagne et du patrimoine : le festival a réuni des publics qui ne se croisent pas toujours autour d'un même patrimoine. C'est sans doute l'un de ses enseignements majeurs.

Cette diversité montre que les roches gravées peuvent intéresser bien au-delà du cercle des spécialistes. Encore faut-il trouver les bons moyens de les rendre accessibles, de donner envie de les regarder et surtout de raconter ce qu'elles peuvent nous apprendre.

De la roche à l'alpage

Le lien avec le pastoralisme était au cœur du festival. Beaucoup de gravures se trouvent dans des espaces d'altitude fréquentés depuis des siècles par les bergers et les troupeaux. En faisant dialoguer patrimoine archéologique et pratiques pastorales contemporaines, *Traces d'altitude* a rappelé que la montagne n'est pas un décor figé : elle est un paysage construit par des générations d'hommes et de femmes.

« Traces d'altitude » ne constitue pas un aboutissement, mais un point de départ

Les rencontres et les échanges suscités pendant le festival ont confirmé l'intérêt de poursuivre le travail autour de la connaissance, de la transmission et de la valorisation du patrimoine rupestre.

Mieux inventorier les sites, approfondir les recherches, développer de nouvelles formes de médiation et créer des passerelles avec les acteurs de la montagne : plusieurs pistes sont désormais ouvertes.



© CCMHV

Sortie nocturne
au Parc des Lozes à Aussois
accompagnée par Christian Vair



© CCMHV

Spectacle « Rupestres »
de la compagnie Tramaluna



© CCMHV

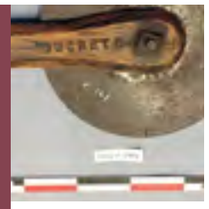
Conférence de Jonathan Fuentes à Avrieux

Après avoir contribué à faire sortir les roches gravées de l'ombre, le festival laisse une belle perspective : continuer à faire parler ces traces anciennes pour mieux comprendre la montagne d'aujourd'hui.

François Timmerman
Swane Cobus

inventorier pour mieux transmettre :

quatre ans d'engagement au Musée du patrimoine rural d'Ugine



MUSÉES DE SAVOIE

En juillet 2022, Jérôme Durand et Alice Vernois, de la Conservation du patrimoine de la Savoie, ont encouragé les bénévoles à réaliser un inventaire rétrospectif des biens du musée. Les objets ont des thèmes très variés : bourrellerie, menuiserie, vie militaire, agriculture, laiterie, école, textiles.
Ce fut le début d'un chantier qui deviendra majeur : apprendre à décrire les objets, structurer les informations, réaliser les photographies, adopter de nouveaux outils numériques. Quatre ans plus tard, cette aventure collective réalisée par les bénévoles a profondément transformé notre manière de documenter, comprendre et préserver les collections.

Façade du musée



Toutes les photos de l'article : © Musée du patrimoine rural Ugine

Cuisine



Une impulsion décisive

Le premier inventaire date de la création du musée en 1984. En 2022, les techniques ont progressé et nécessitent plus de rigueur et de professionnalisme. Les bénévoles se lancent dans ce travail énorme tout à fait conscients des difficultés à venir. Sur l'ordinateur, chacun s'active pour rassembler le maximum d'informations : désignation, matériaux, dimensions, état sanitaire, fonction, provenance. Il faut parfois fouiller dans les anciens carnets de dons pour retrouver des compléments d'information. Cette méthode donne un cadre clair : l'inventaire devient un outil de connaissance et de conservation, et non une simple formalité.



Salle de classe

Maîtriser les 18 colonnes : un défi collectif

La première étape délicate : apprivoiser le tableau Excel conçu pour accueillir les données. Dix-huit colonnes à remplir, chacune avec ses exigences et ses interrogations. Pour certains bénévoles, c'est une découverte totale ; pour d'autres, un retour à des outils peu utilisés. Il faut apprendre à structurer l'information, harmoniser les termes, éviter les doublons. Peu à peu, un langage commun se met en place.

Passer à Flora : une étape plus technique

Les bases sont posées pendant l'été 2022 et 2023, puis en 2025 le musée adopte le logiciel Flora, obtenu grâce au Réseau des Musées de Savoie et au projet européen Digitalps Museum. Le passage d'un tableau Excel à une base de données professionnelle de gestion des collections représente un saut technique important. L'interface, les champs multiples, les menus déroulants et les procédures d'enregistrement demandent un temps d'adaptation. Les bénévoles doivent comprendre la logique du logiciel, créer des fiches complètes, gérer les liens entre objets et collections. Marina Gazzino, régisseuse des collections à la Conservation du patrimoine, nous accompagne dans cette transition, permettant à chacun de progresser à son rythme. Il faut ensuite transférer les centaines d'objets déjà inventoriés depuis Excel vers Flora : un travail long, minutieux, mais essentiel.



Sur l'ordinateur chacun s'active

De la photo documentaire au studio professionnel

La qualité des photographies constitue un autre axe majeur de progression. Au début, les images sont prises directement dans les salles d'exposition, avec une lumière tamisée, des arrière-plans encombrés, un appareil photo basique. Pour répondre aux exigences de l'inventaire, les bénévoles apprennent à gérer la lumière, choisir un fond neutre, cadrer les détails, éviter les reflets. Cette montée en compétence atteint son apogée lorsque le Département prête au musée un studio photo. Grâce à ce matériel, avec un nouvel appareil photo, les images sont plus belles, homogènes et parfaitement adaptées à Flora.

Obstacles et adaptations

Le chantier n'a pas été linéaire. Les bénévoles ont dû composer avec des objets lourds ou encombrants, des outils anciens difficiles à identifier, des espaces de stockage exigus ou encore l'absence de fiches antérieures.

Calibre de charron. L'objet n'a pas été nettoyé entre ces 2 prises de vue. Un éclairage adapté et un fond gris ont suffi à le rendre « lisible ».





Notre salle de travail

Mais l'inventaire d'un musée ATP ce n'est pas gagné. C'est une grande quantité d'objets de la vie de tous les jours, des plus classiques aux plus excentriques. Pour avancer, il faut mettre en place des zones de tri et de photographies, un lexique commun, des séances de travail intergénérationnelles où chacun apporte ses connaissances, qu'elles soient informatiques ou techniques. Les échanges réguliers avec Alice Vernois et Marina Gazzino permettent de lever les doutes, de maintenir la motivation et de conforter le musée dans ses choix. Avant l'étape d'inventaire, il faut bien sûr préparer les objets. En 2025, il nous restait les textiles à enregistrer : nous avons fabriqué des cintres, acheté des housses, des portants et des étagères grâce aux aides financières proposées dans le cadre des appels à projets du Département de la Savoie, dédiés au Réseau des Musées de Savoie.

Exemple d'objet lourd et encombrant : un corbillard traineau





Résultats de l'inventaire textiles

Résultats : un musée plus structuré et plus qualifié

Après quatre ans de travail, les résultats sont significatifs : plus de 2 400 objets inventoriés, décrits et photographiés ; une base Flora opérationnelle et maîtrisée ; une qualité photographique nettement améliorée. Les bénévoles disposent désormais d'une meilleure connaissance des collections, de leurs cohérences et de leurs besoins. Les formations proposées par la Conservation du patrimoine, combinées à une pratique quotidienne, ont permis une montée en compétence remarquable et une cohésion renforcée. Le logiciel Flora est un outil formidable, qui n'apportera que du positif pour notre musée.

Une aventure humaine avant tout

Au-delà des outils, cette campagne d'inventaire est une aventure humaine. Le Musée du Patrimoine Rural d'Ugine peut être fier : grâce à l'engagement de ses bénévoles, il avance vers une gestion plus professionnelle de ses collections, malgré l'absence de spécialistes au sein de l'association. Nous sommes très heureux d'avoir réussi à tenir notre place aux côtés de structures renommées et gérées par des professionnels.

Lise Bouvier, secrétaire

Marie Claude Favre Coutillet, présidente de l'association Musée du Patrimoine Rural d'Ugine

focus

L'association musée d'Ugine a été créée en 1969, date à laquelle les bénévoles ont commencé leurs collectes des objets de la vie rurale d'autrefois auprès des habitants des environs d'Ugine et du Val d'Arly. Les objets ont tous été donnés au musée. À cette époque, les bénévoles craignaient la disparition définitive des objets qui avaient servi à leurs parents et grands-parents. Ces objets sont liés à la rude vie des paysans de montagne.
La commune d'Ugine a restauré la maison forte du Crestcherel dont la partie la plus ancienne date du XIII[e] siècle pour permettre aux bénévoles de l'association d'y installer les objets collectés.
En 1984, le *musée d'Arts et Traditions populaires du val d'Arly* ou *musée du Patrimoine rural* ouvre ses portes au public.

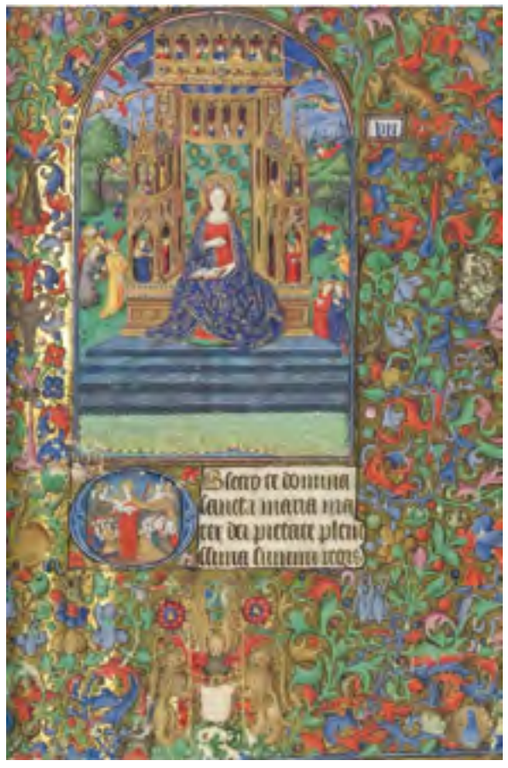
les jardins du château de Chambéry

une histoire à relire, des espaces à relier



CHÂTEAU DES DUCS DE SAVOIE

De Turin à Chambéry, l'étude des jardins du château des ducs de Savoie a fait l'objet d'une enquête approfondie au cœur des archives. Elles racontent leurs évolutions sur plus de sept siècles : du courtil médiéval à l'ensemble cohérent et diversifié du XVIII[e] siècle, jusqu' à la spécialisation et le morcellement des espaces visibles aujourd'hui.



© Bibliothèque Nationale de France, Département des Manuscrits, Latin 9473

Les jardins médiévaux comme symbole du Paradis
« Alia oratio de beata Maria Virgine », folio 196 recto, extrait des Horae ad usum Romanum, dites Heures de Louis de Savoie, enluminées par le Maître des Heures de Louis de Savoie, vers 1445-1450 puis vers 1460.

Un courtil avant les jardins[1]

Lorsque Amédée V achète le château de Chambéry en 1295, la forteresse ne domine pas encore un jardin d'apparat. Les comptes savoyards font apparaître, à partir de 1305, un *curtile* : un courtil clos, constitué peu à peu par l'acquisition de parcelles situées derrière le château. On y sème des oignons, des poireaux, des choux, de l'ail... Les treillis de perches et d'épines protègent cet espace clos, à l'écart de la ville qui commence à se développer. On retrouve aussi la trace d'un *viridarium*. S'agit-il d'un verger ou d'un jardin d'agrément ? Faute de traces sur le plan végétal, l'usage de ce dernier reste imprécis ; sa topographie et ses accès suggèrent seuls une première hiérarchie : à l'utile en périphérie, répond l'agréable auprès de la résidence.

Une gestion quotidienne se dessine : les ortolans, jardiniers du temps, mobilisent une main-d'œuvre importante au service du domaine seigneurial. Les femmes sont nombreuses aux semis, au sarclage et aux plantations, jusqu'à cent dix sont employées en septembre 1358. Ce premier jardin n'est pas qu'un simple décor, il vit au rythme des saisons et des cultures.

L'érection du comté en duché en 1416 provoque un renouveau important dans la structure du château qui devient une résidence de cour. Les jardins accompagnent ce mouvement : ils s'étendent et se structurent grâce à des travaux de terrassement et de clôture qui les intègrent davantage au complexe princier.

Le transfert de la capitale du duché à Turin en 1563 aurait pu reléguer le château et ses jardins, mais il modifie leur statut sans pour autant les condamner. Chambéry demeure un centre administratif au carrefour des routes reliant France, Savoie et Piémont ; le château accueille le gouverneur et les séjours ponctuels de la dynastie. Les jardins continuent ainsi de représenter le pouvoir, bien que cette fonction dépende moins d'une cour permanente que du rôle territorial de la ville.

une mémoire fragile

À Chambéry, aucun jardin médiéval n'a survécu aux grands réaménagements des siècles suivants. Il faut donc accepter une histoire lacunaire faite de mots, de dépenses et de positions relatives. Les comptes ne disent rien des promenades ni des sensations. Ce silence rappelle qu'un jardin est un patrimoine fragile, dont les traces physiques disparaissent au fil du temps. Les archives administratives, bien que fragmentaires, deviennent alors extrêmement précieuses pour restituer les usages et les premières configurations d'un espace en transformation.



© Service Historique de la Défense, GR 6M J 110C 366/2

Les jardins d'apparat à la fin du XVII[e] siècle. Extrait du plan de Chambéry dit « Plan de St Ruth », P. de Constantin, 1690.



©Musée Savoisien, 2012.9299.1

Les jardins et le château insérés dans la ville.
J. Blaeu, *Theatrum Sabaudiae*, planche « Camberium », 1682.

Les jardins du XVII[e] siècle : la mise en scène du pouvoir

Au début du XVII[e] siècle, l'espace jardiné sert pleinement la représentation dynastique. En 1619, pour l'entrée à Chambéry de Charles-Emmanuel I[er], de Victor-Amédée de Savoie et de son épouse Christine de France, des ouvriers montent dans le jardin des théâtres et des dispositifs destinés aux feux d'artifice. Les aménagements sont éphémères, mais veulent marquer les mémoires : le faste de la cour devient visible à l'extérieur du palais.

Splendeur et abandon

L'actuelle esplanade de la Préfecture a connu un tout autre visage à la même époque, lorsqu'un grand parterre régulier est aménagé selon les canons esthétiques en vogue dans les jardins européens. Quatre compartiments sont dessinés par deux allées en croisée, dans lesquels se déclinent des motifs végétaux. La guerre civile de 1638-1642 qui fait rage en Savoie-Piémont semble cependant avoir grandement affecté la splendeur de cette composition végétale. Élie Brackenhoffer, jeune strasbourgeois, le trouve abandonné lors de son voyage en 1644 : « les vaches se promenaient dans les parterres de fleurs »[2]. La vulnérabilité des jardins apparaît ici complètement : l'absence d'entretien défait rapidement un système en place.

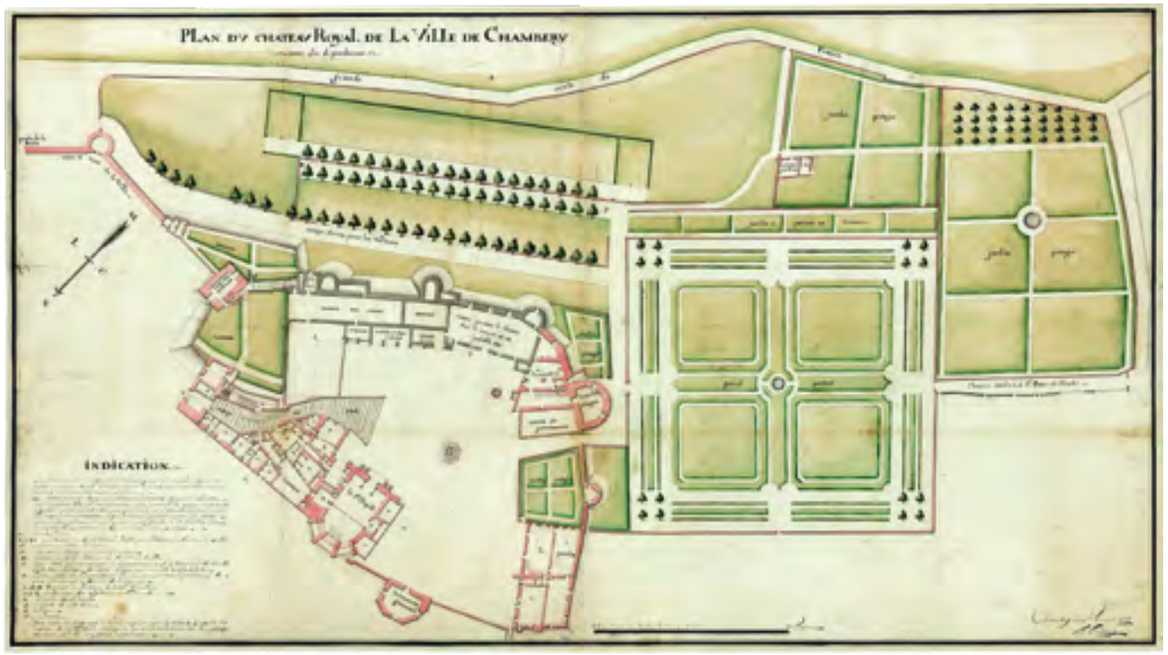
À la veille du siècle des Lumières, deux documents témoignent du renouveau opéré dans les jardins du château : un plan, conservé au Service Historique de la Défense, illustre toute la richesse du parterre de l'esplanade et esquisse un second aménagement d'agrément situé au sud du château. La planche représentant Chambéry dans le *Theatrum Sabaudiae* en 1682 donne une cohérence à l'ensemble en l'insérant dans la ville, bien qu'elle reste une représentation au service du pouvoir politique. Néanmoins, cette vue gravée esquisse la structuration en cours des espaces jardinés, déclinés en terrasses adaptées à la morphologie du site.

Le XVIII[e] siècle, un système cohérent et enrichi

Le domaine connaît une remise en ordre décisive au sein du jeune royaume de Piémont-Sardaigne. Les travaux débutés dès la décennie 1720 ne commencent pas par la végétalisation, mais par le sol, les circulations et les limites, afin de structurer l'ensemble. La mappe de 1729 fixe une mosaïque d'espaces reliés et fonctionnels : jardin royal, grand parterre avec bassin central, champ et pré, potager et maison du jardinier… Chaque partie possède un usage dominant, mais toutes appartiennent au même dispositif.

L'impulsion donnée par Victor-Amédée II engendre de nombreux travaux assurant le maintien de jardins en bon état sur le temps long. La révision du système hydraulique est une étape essentielle dans le fonctionnement technique de l'ensemble. Ces interventions profitent également à l'ornement grâce à la réparation et la création des bassins et des fontaines.

Les jardins ne cessent de s'enrichir et associent des espaces de promenade et de représentation à des espaces de culture. Le grand potager et la ménagerie jouxtent un jardin disposant d'un promenoir et d'une orangerie sur la partie basse



© Archivio di Stato di Torino, Sezione Corte, Cartella 4.

Plan du château royal de la ville de Chambéry avec ses dépendances, F. Garella, 18 février 1775.

du domaine, tandis que les parties les plus élevées conservent le vocabulaire du jardin classique régulier. L'agrément et le productif ne s'excluent pas, mais se soutiennent.

Cet ensemble de jardins à la mode témoigne de la volonté royale et plus largement, du faste de la cour savoyarde. Cette prospérité s'exprime à Chambéry, mais aussi dans d'autres résidences royales, notamment au pavillon de chasse de Stupinigi.

L'occupation espagnole de 1742 à 1749 pendant la guerre de Succession d'Autriche rompt un temps cet équilibre. Absence de production, plantations ornementales dépérissantes et terrains humides signalent le déclin de l'entretien. À partir de 1749, l'action de monsieur de Sainte-Colombe devient essentielle, non pas seulement pour rétablir un état antérieur, mais aussi pour enrichir encore la diversité paysagère par de nouvelles plantations. Le grand parterre s'orne de portiques formés par des marronniers et des charmilles ; des plates-bandes fleuries alternent les floraisons de tulipes, jacinthes, renoncules ou anémones ; des orangers en pleine terre ou en vase sont disposés à divers endroits du jardin ; les murailles sont garnies d'arbres fruitiers en espaliers. Les espaces de production, tels que le potager, restent essentiels ; la culture des saules, par exemple, fournit les perches nécessaires à la fixation des charmilles.

La richesse des archives de la seconde moitié du XVIII[e] siècle permet d'obtenir une image précise de la composition structurelle et végétale des jardins de l'époque. Ils sont à l'apogée de leur ornementation : à la diversité des espèces arbustives répondent les terres colorées dans les parterres ; aux structures de papier utilisées pour illuminer les treillages des jardins répondent les poudres jaunes, noires, rouges ou vertes mélangées à l'huile de noix et servant à les peindre. La plomberie utile aux jeux d'eau et les vases de faïence se mélangent dans les inventaires aux chariots à roue, ratissoires, cordeaux et brouettes qui rappellent le pragmatisme quotidien d'un espace en perpétuel mouvement.



© Archives Départementales de la Savoie, 1Fi 2135

Le nouveau visage au sud de la Préfecture à la fin du XIX[e] siècle. « Préfecture de Chambéry. Installation de la 28[e] division militaire, Plan général », 1886.

Les jardiniers, clés de voûte

Le personnage de Sainte-Colombe n'est pas le seul acteur essentiel à transparaître dans les archives. Les jardiniers qui se relaient au fil des années assurent la continuité des pratiques. La maison implantée dans la ménagerie auprès du potager est à la fois un logement et le centre de l'exploitation. Les cultures, les tailles, le déplacement des caisses d'orangers, l'entretien des allées, le recours aux ouvriers saisonniers sont autant de pratiques qu'il faut coordonner pour permettre au domaine de former un tout. La permanence de l'entretien passe par la transmission, essentielle à la pérennité des jardins. Cependant, le climat politique a aussi une place prépondérante dans leur continuité. La fin de l'Ancien Régime fait disparaître le cadre administratif et humain qui entretenait l'unité des jardins royaux. Mais le changement de statut ne détruit pas cet ensemble : il le transforme. Aussi, l'incendie du château en 1798 et les transformations du début du XIX[e] siècle modifient les rapports entre le château et les jardins. La trajectoire cohérente, jusqu'alors suivie par l'ensemble, commence discrètement à se défaire.

Le XIX[e] siècle, réorganisation et requalification des jardins

De nouveaux remaniements d'envergure ont lieu dans les jardins bas du château. Leur dessin doit une nouvelle fois s'adapter aux transformations du bâti. Peu à peu, le visage qu'on leur connaît aujourd'hui se dessine avec des déplacements successifs de l'allée cavalière vis-à-vis du château et l'aménagement d'une terrasse au sud. Les circulations se défont progressivement, notamment entre le château et le grand parterre, devenu une promenade publique. Ce dernier, peu à peu défait de ses ornements végétaux, perd sa fonction de représentation. La partie la plus basse des jardins se morcelle également et se spécialise autour de nouvelles vocations, entre jardin botanique et pépinière. Deux ruptures affectent également la structure ancienne des jardins et réduisent leur emprise : l'agrandissement de la route de Lyon en 1822, puis la construction de l'église Saint-Pierre de Maché sur une partie du grand potager en 1832.

Le morcellement et la réduction des espaces du jardin s'accompagnent de leur requalification. Les jardins méridionaux, davantage liés à la préfecture et au château administratif, deviennent le principal théâtre de l'ornement paysager tandis que les jardins bas connaissent un autre tournant. En 1845, le roi Charles-Albert en cède une partie à la Société d'histoire naturelle de Savoie. Cet espace acquiert alors une vocation scientifique, tout en restant partiellement affecté à la production de végétaux pour le château. Le réemploi des espaces a permis aux jardins de survivre, mais a participé à l'effacement d'une lecture d'ensemble.

Après le rattachement de la Savoie à la France et l'installation définitive de la Préfecture au sein du château, les jardins sud se transforment progressivement jusqu'à trouver leur forme, encore actuelle. Les plans de la fin du XIX[e] siècle annoncent le visage contemporain de ces espaces redessinés.[3]

La ville gagne du terrain

Au rythme des évolutions fonctionnelles et des partages administratifs, chaque fragment du jardin forme un espace autonome, délié de l'ensemble. Le XX[e] siècle amplifie ce mouvement et les limites deviennent des frontières plutôt que des articulations. Les protections au titre des monuments historiques de l'esplanade, puis des jardins de la Préfecture et de la Société d'histoire naturelle, permettent une forme de préservation. Elles n'empêcheront pas la réalisation de transformations urbaines conséquentes. Le réaménagement du faubourg Maché transforme les relations anciennes entre le château et la ville. Parking, voiries, boulodrome, jardins administratifs et jardins publics composent désormais un archipel.

Retrouver la mémoire et le paysage

Le découpage matériel produit enfin un découpage de la mémoire à travers les documents écrits. Le Jardin botanique est raconté comme une institution scientifique ; l'esplanade comme le vestige d'un espace monumental ; les jardins sud comme les abords de la préfecture ; les zones basses comme des zones disparues dans les aménagements urbains. La mémoire commune s'est progressivement délitée. Pour y revenir, le passage par les archives est donc indispensable. Les plans reconnectent les fragments de jardins, les archives administratives redonnent vie aux décisions, aux gestes et aux pratiques qui les ont entretenus.

Le passage par le terrain est tout autant essentiel. L'expérience de la promenade révèle les forces et les faiblesses d'un site exceptionnel en cœur de ville. Elle permet de cerner les sensations, les ruptures et les continuités, ainsi que les relations visuelles internes et celles entretenues avec le grand paysage. Les murs de soutènement rappellent l'organisation en terrasses, les rampes et les portes évoquent les anciens parcours. Depuis le sommet de la Tour mi-ronde, on redécouvre cette assise stratégique choisie au XIII[e] siècle, au cœur des massifs montagneux, sur laquelle se sont développés la ville, le château et ses jardins.

Inlassablement remaniés et reconvertis, les espaces jardinés du château ont toujours été adaptés aux usages d'une époque. Aucun état historique ne saurait constituer une vérité unique à reconstruire. Leur histoire sédimentaire a suivi celle de la Maison de Savoie et de la construction du cœur de ville chambérien. Ainsi, les jardins du château constituent un site complexe et passionnant, dont la fragilité doit être prise en compte, tant dans sa gestion présente que dans les réflexions portant sur son avenir.

Guillemette le Levreur
Jardinière et historienne

Notes

1. Les travaux de Christian Guilleré consacrés aux comptes relatifs aux travaux du château durant le Moyen Âge ont été indispensables à cette esquisse du jardin médiéval.
2. Élie Brackenhoffer, *Voyage en France, 1643-1644 et Voyage de Paris en Italie, 1644-1646*, manuscrit, traduction d'Henry Lehr, édition Berger-Levrault, 1927, in-8°, 164 p.
3. La grotte artificielle des jardins de la Préfecture, réalisée en mai 1867, a fait l'objet d'un article co-écrit avec Sébastien Nieloud-Muller, chargé d'études et de recherches au Département de la Savoie, publié dans la Rubrique des Patrimoines n°56.

Remerciements

Cette étude historique, menée dans le cadre du projet SavoiaExperience, repose sur un travail collectif associant les différents acteurs liés au site et à sa mémoire. Je tiens à remercier Chloé Jobert pour son accompagnement dans le cadrage administratif et scientifique de l'étude, Sébastien Nieloud-Muller pour son expertise et le partage de nombreux documents d'archives, ainsi que Franck Ferroux pour son entretien quotidien des jardins et son approche concrète et sensible du site. La complémentarité de ces regards permet de croiser histoire, gestion, usages et mémoire, afin de mieux comprendre les jardins d'hier et de penser ceux de demain.



© Musée Savoisien, COV001 96

De nouveaux usages au XX[e] siècle. « Chambéry. Vue sur l'esplanade du château, les archives et le clocher de l'église de Maché », 4 mai 1952.

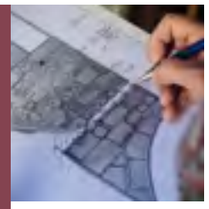


© Musée Savoisien, 73063.868

Des transformations urbaines autour des jardins. « Chambéry, la Préfecture », [XX[e] siècle]

fenêtre(s) sur cour

étude et réhabilitation de la courette du Gouvernement du château des ducs de Savoie



CHÂTEAU DES DUCS DE SAVOIE

Depuis le mois de mars, le Département de la Savoie engage une réhabilitation d'envergure au château des ducs de Savoie pour redonner vie à des espaces qui jusqu'ici n'avaient pas été restaurés et qui étaient fermés au public : la courette du Gouvernement et la salle du Trésor. Ce chantier de restauration architecturale s'accompagne de recherches documentaires et archéologiques dans le but d'approfondir la connaissance de ces composantes méconnues du château.

La façade nord du bâtiment de l'Intendance, avant et après restauration





© Maïe Kitamura

une équipe aux compétences complémentaires

Suivi administratif et scientifique :
Chloé Jobert et Clément Mani (Conservation départementale du patrimoine)

Projet architectural et maitrise d'œuvre :
Maïe Kitamura, Architecte du patrimoine (Présidente RL&A Architecte)

Étude documentaire (archives et bibliographie) :
Sébastien Nieloud-Muller (Conservation départementale du patrimoine)

Archéologie préventive (étude du sol et du bâti) :
Evelyne Chauvin-Desfleurs, Archéologue (Atelier d'Archéologie Alpine)

Restaurer et redonner une cohérence à la courette

Le projet de requalification de la courette du Gouvernement vise à redonner une cohérence architecturale à cet espace longtemps considéré comme secondaire, alors qu'il se situe à l'articulation de plusieurs parties majeures du château. L'intervention ne cherche pas à restituer un état historique unique, mais à mieux révéler les différentes strates qui composent aujourd'hui le lieu, tout en améliorant son usage et sa perception par le public.
Les travaux portent ainsi conjointement sur les façades, les couvertures, les menuiseries et les sols. Les maçonneries sont restaurées avec une attention particulière portée à la conservation de la matière ancienne : nettoyage mesuré, rejointoiement, consolidation et remplacement ponctuel des pierres trop altérées. Le contrefort nord-ouest, dont l'état s'est révélé plus dégradé après dégagement, fait notamment l'objet d'une restauration approfondie. Les enduits et badigeons sont repris dans des teintes et textures permettant d'harmoniser les façades sans effacer leurs traces et irrégularités.
Au sol, le projet réorganise les cheminements et les réseaux, avec un nouveau dallage en pierre associé à la conservation de la calade ancienne. Dans la salle du Trésor, tomettes, menuiseries et équipements sont également repris. Le chantier devient ainsi lui-même un temps de connaissance : chaque dégagement peut révéler un élément inattendu et conduire architectes, archéologues et entreprises à ajuster ensemble l'intervention.

La courette d'après les archives anciennes

Peu étudiée en tant que telle, une partie de l'histoire de la courette a pu être restituée grâce à l'exploitation des archives. Aucun document ne lui est toutefois spécifiquement consacré.



© Musée Savoisien, 2024.122

Vue du château royal de Chambéry du côté de la place du même château, Joseph Massotti, 1816. Noter la présence des lucarnes au-dessus de la Chambre des Comptes, ainsi qu'une grille qui ferme la courette.

Pour retracer son évolution, il faut se reporter à la documentation relative aux bâtiments qui l'entourent : l'ancienne Chambre des Comptes, devenue le bâtiment dit du Gouvernement, le bâtiment dit de l'Intendance et le clocher de la Sainte-Chapelle.
Les sources concernées sont pour l'essentiel de nature administrative et rendent compte des travaux réalisés au fil du temps. La documentation commence à être importante à partir du début du XVIII[e] siècle. Il s'agit principalement de devis, cahiers des charges et factures qui renseignent les transformations apportées à ces espaces. Leur localisation précise n'est cependant pas toujours aisée. À ces documents s'ajoute une importante documentation iconographique – gravures, dessins, plans techniques et coupes, croquis et photographies –, qui témoigne aussi bien de projets et de réalisations, que de l'état des bâtiments à un moment donné.
Le croisement de plus de 200 pièces d'archives permet ainsi de restituer les grandes lignes de l'évolution de cet espace de circulation et de son environnement, en insistant notamment sur les transformations ayant affecté les sols et les façades. Ce sont essentiellement des reprises de baies (portes et fenêtres), l'ajout ou le retrait de conduits de cheminée ou d'évacuation des eaux, voir l'ajout de structures dans la cour ou en saillie sur la façade. En ce sens, cette approche sur les sources d'archives est complémentaire de l'étude archéologique.

Ce que révèlent les murs

L'étude archéologique de bâti des zones affectées par les travaux visait à identifier les différentes phases de construction et de transformation de cette partie du château. L'analyse fine des élévations, réalisée après piquage des enduits de surface, a permis de dater précisément l'édification de certains bâtiments à l'aide de brindilles et de fragments de bois prélevés dans les mortiers. Des vestiges jusqu'alors inconnus, dont l'existence était seulement suggérée par les textes, ont également été mis en évidence.



© Evelyne Chauvin-Desfleurs

Volet de la Salle du Trésor : assemblage des planches avec des chevilles de bois puis clouées.

Une imposante tour d'au moins 18 m de hauteur constitue la partie primitive du bâtiment de l'Intendance. Construite en pierres de taille de tuf et petits moellons bruts de calcaire au cours du XIV[e] siècle, elle semble appartenir au programme d'agrandissement du château après son achat par Amédée V de Savoie. Le bâtiment de la Chambre des comptes a pu être rattaché à une phase de construction de la seconde moitié du XV[e] siècle. Sa mise en œuvre en bel appareil soigné de calcaire blanc, identique à celle de la Sainte-Chapelle, contraste avec les maçonneries en tout-venant des extensions des XVII[e] et XVIII[e] siècles.
Enfin, dans les parties basses du clocher de la Sainte-Chapelle, un volet en bois encore en place sur la fenêtre trilobée de la Salle du Trésor s'est avéré être celui d'origine, daté par carbone 14 du XV[e] siècle. Ces nouvelles données contribuent à améliorer notre connaissance de l'évolution architecturale de ce château emblématique.

Un projet en cours

À la fois projet de restauration, d'ouverture au public et source de connaissance sur un espace méconnu, les travaux seront finalisés début 2027. La réalisation de sondages archéologiques dans le sol de la courette devrait encore compléter la connaissance globale de cet espace en partie gagné sur la ville. De quoi alimenter le discours des visites et des dispositifs présentés dans le Musée du château dont le parcours sera prolongé dès 2027 par un espace vidéo dans la salle du Trésor rénovée.

Evelyne Chauvin-Desfleurs, Chloé Jobert, Maïe Kitamura, Clément Mani et Sébastien Nieloud-Muller

projet européen SavoiaExperience

Ces travaux sont réalisés dans le cadre du projet transfrontalier SavoiaExperience dont l'objectif est de créer une destination patrimoniale et touristique unique, entre Savoie et Piémont, autour des résidences historiques de la maison de Savoie.

Pour soutenir cette opération d'envergure, le Département de la Savoie bénéficie d'un financement FEDER (Fonds européen de développement régional) d'un montant de 176 000 € octroyé dans le cadre du programme de coopération territoriale européenne France-Italie ALCOTRA.

Plus d'infos sur : *www.savoiaexperience.com*

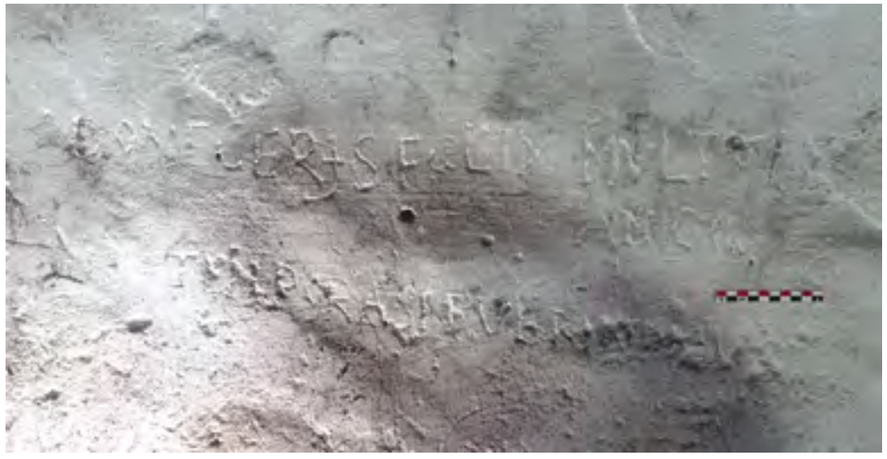
Julien Tabouet, prisonnier de la Tour du Carrefour

la solitude d'un humaniste en captivité



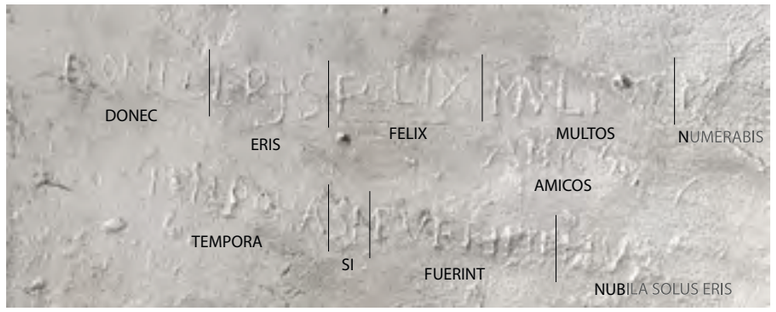
HISTOIRE

Le graffito étudié sur le mur nord-ouest/sud-est de la tour du Carrefour



© S. Nieloud-Muller, Département de la Savoie

Au sein de la tour du Carrefour du château des ducs de Savoie, de nombreux graffites datant de la seconde moitié du XVI[e] siècle ont été identifiés, lorsque la tour servait de prison. L'une de ces inscriptions, peut-être la plus ancienne conservée dans la tour, pourrait avoir été gravée par Julien Tabouet, ancien procureur général de Savoie, qui passa près de trois années en détention entre ces murs.



© S. Nieloud-Muller, C. Mari, Département de la Savoie

Photographie des deux vers et transcription

Un graffite remarquable de la tour

Dans la chambre haute, les graffites observés et dégagés des enduits plus récents ont fait l'objet d'un relevé. Ils sont actuellement en cours de catalogage et d'étude (cf. *Rubrique des patrimoines*, n° 56, p. 14-15).

À l'écart des principales concentrations de graffites, l'un des murs porte une inscription latine, visible sur une longueur de 68 cm et une hauteur de 20 cm. Répartie sur trois lignes, elle est partiellement recouverte, à droite, par un enduit plus récent. Cette lacune n'empêche toutefois pas d'en restituer l'intégralité. Les lettres, de facture assez irrégulière, restent suffisamment lisibles pour permettre une lecture assurée de la phrase.

L'inscription peut ainsi être transcrite comme suit :

DONEC ERIS FELIX MVLTOS N ...
AMICOS
TEMPORA SI FVERINT NUB...

Des vers célèbres du poète latin Ovide

L'inscription complétée est la suivante :

Donec eris felix, multos numerabis amicos :
Tempora si fuerint nubila, solus eris.

Elle peut être traduite ainsi :

Tant que tu seras heureux, tu compteras de nombreux amis.
Mais si le temps devient sombre, tu seras seul. [1]

Ces deux vers latins sont tirés des *Tristes* (livre I, 9, 5-6), recueil composé par le poète Ovide entre 9 et 12 de notre ère, à la suite de son exil de Rome ordonné par l'empereur Auguste. Dans cette œuvre, Ovide s'adresse notamment à son épouse et à ses véritables amis, mais aussi à ceux qui l'ont abandonné ou se sont détournés de lui.

À partir de la Renaissance, l'invention de l'imprimerie contribue à la diffusion massive des œuvres d'Ovide, qui exercent une influence considérable dans les milieux humanistes du XVI[e] siècle. Sa popularité est alors telle qu'elle a pu être qualifiée d'« invasion ovidienne ».


a




b

Frontispice et extrait de l'ouvrage *Epistolæ christianæ et miscellanæ...* de Julien Tabouet, Barthélemy Molin, Lyon, 1561

Les deux vers incisés dans l'enduit de la tour connaissent d'ailleurs une large diffusion dans la littérature de l'époque, sous leur forme originale ou sous forme de paraphrases. On les retrouve notamment dans des ouvrages pédagogiques, des traités moraux et politiques, des recueils de proverbes, mais aussi dans des textes religieux.

De manière générale, ces vers portent une réflexion morale sur l'abandon et la solitude lorsque survient l'adversité. Leur inscription dans une tour alors utilisée comme prison prend ainsi une résonance particulière. Dans le contexte troublé du XVI[e] siècle, marqué par les rivalités, les vengeances et les trahisons, la sentence d'Ovide pouvait revêtir une dimension particulièrement personnelle pour celui qui l'a gravée.

L'attribution du graffiti à Julien Tabouet

Parmi les prisonniers détenus dans la tour à cette époque, Julien Tabouet est un bon candidat pour l'attribution de cette inscription. Ancien procureur général du Parlement de Savoie, il y fut incarcéré près de trois ans, à l'issue d'un procès rocambolesque, dernier épisode d'une affaire commencée près de quinze ans auparavant. Fin lettré, il puisait abondamment dans les œuvres antiques et émaillait ses plaidoiries, comme ses écrits, de références mythologiques et bibliques.

Prisonnier privilégié, Julien Tabouet disposait d'un semblant de bibliothèque et se plaignait auprès de ses rares visiteurs d'avoir été abandonné par ses amis. Cette situation donne une résonance particulière aux vers inscrits sur l'enduit de la tour. Le choix de cette citation est d'autant plus significatif que les deux vers suivants évoquent une « tour noircie », délaissée par les oiseaux, tandis que les colombes vont vers les « blanches demeures ». Se sentant lui-même trahi et abandonné, Tabouet aurait ainsi pu trouver dans les vers d'Ovide un écho à sa propre situation et exprimer sa souffrance et sa solitude, tout en s'identifiant au poète exilé.

Gracié en 1559 par Henri II, Julien Tabouet fit éditer à Lyon plusieurs ouvrages rédigés durant sa captivité. Il y exprime son amertume et son ressentiment, allant jusqu'à invectiver certains de ses « anciens amis ». À l'un d'eux, il reproche notamment de ne pas avoir suivi le précepte attribué à Pythagore : « Ne reçois pas les hirondelles sous ton toit, elles partent à l'arrivée de l'hiver ». Un autre est qualifié de « cloaque puant ». À un dernier, Tabouet conseille de suivre les préceptes d'Ovide, avant de citer précisément les vers qui nous intéressent, sous une forme identique à celle de l'inscription conservée sur le mur de la tour.

Être « comme un Tabouet au parlement de Savoie »

Plus largement, la condamnation de Julien Tabouet révèle les profondes divisions qui traversent alors le Parlement de Savoie.

Cette cour souveraine de justice est créée durant l'occupation française du duché de Savoie, entre 1535 et 1559, dans un contexte politique troublé. La création d'une nouvelle institution judiciaire, l'arrivée de magistrats « étrangers » et la présence de réformateurs contribuent à alimenter les tensions et les rivalités.

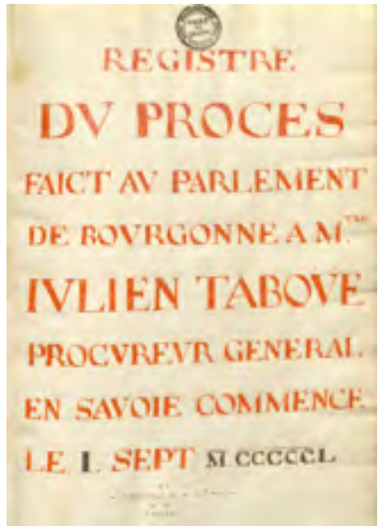
Ces conflits dépassent toutefois largement le cadre local. Plusieurs protagonistes sont liés aux puissantes familles de Guise et de Montmorency, engagées dans une lutte d'influence acharnée auprès des rois de France, d'abord François I[er], puis Henri II. L'affaire connaît un grand retentissement, elle impliqua plusieurs parlements et nécessita à plusieurs reprises l'intervention personnelle du roi.

Après sa grâce, après trois années de captivité, alors que le duché de Savoie est séparé de la France, Julien Tabouet gagne Lyon. Les ouvrages qu'il publie éclaire ses sentiments et la dimension que pouvait prendre pour lui, dans la tour du Carrefour, la sentence d'Ovide sur l'abandon et la solitude.

L'ombre d'un doute

Dernier condamné dans l'affaire du Parlement de Savoie, la postérité a gardé de Julien Tabouet une image sombre, celle d'un homme ardent et belliqueux, trop impliqué, querelleur, et en définitive disgracié pour ses excès.

Pourtant, Tabouet défend avec autorité les intérêts du roi et dénonce les pratiques de certains magistrats du Parlement de Savoie, notamment le non-respect des procédures, les malversations et les conflits d'intérêts.



© Bibliothèque municipale de Dijon, Ms 322

Registre du procès faict au parlement de Bourgonne(sic) à maistre Julien Tabouet

Un doute subsiste dès lors quant à sa véritable culpabilité. Tabouet pourrait avoir été victime de ses anciens collègues, qui auraient cherché à se venger de vieilles rancœurs, nées notamment de sa volonté de changement et de la résistance qu'elle suscita. Certains avaient par ailleurs été condamnés, au moins en partie, à la suite de ses dénonciations, qui avaient mis au jour leurs pratiques et leurs turpitudes.

Bien qu'absent des dictionnaires consacrés aux personnages illustres de Savoie, Julien Tabouet demeure une figure notable de l'histoire du territoire. Son parcours a été remis en lumière par deux magistrats, témoignant de l'écho de cette affaire jusqu'à nos jours. Une réouverture du dossier, à partir des sources disponibles, permettrait peut-être de réévaluer sa responsabilité et, plus largement, de réhabiliter celui qui s'est toujours considéré comme injustement condamné [2].

Sébastien Nieloud-Muller
ArAr – UMR 5138

Pour aller plus loin

- Pellissier M. 1957 : Cour d'appel de Chambéry. Audience solennelle de rentrée du 17 septembre 1956. Julien Tabouet « procureur général en Savoye », Chambéry, La Cour d'appel (Impr. réunies), 31 p.
- Viout J.-O. 1989 : Un ardent procureur général au Parlement de Chambéry (Julien Tabouet), Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, série 7, tome 3, p. 82 92.

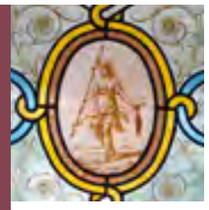
Notes

1. Traduction André Jacques, CUF, série latine, 191, Les Belles Lettres, 1968.
2. Les pièces d'archives de cette « affaire » sont en grande partie conservées aux archives départementales de la Savoie (1B 3 | B 1200 ; 10F 377), à la Bibliothèque municipale de Dijon (Ms 322), ainsi qu'à la Bibliothèque nationale de France (Ms 2648) et aux Archives nationales (catalogue des actes d'Henri II).

le château Reinach

un monument à entretenir !

Le Département de la Savoie a lancé pour l'été 2026 des travaux d'entretien sur le château Reinach à La Motte-Servolex. Le château, son parc et ses dépendances ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 9 octobre 2003. Le Département en est le propriétaire depuis 90 ans.



MONUMENTS HISTORIQUES



© Département de la Savoie - David Duarte

La façade est du château Reinach

Le château Reinach implanté sur les hauteurs de La Motte-Servolex est entouré par le lycée et le centre de formations agricoles du même nom. Sa construction, dans sa configuration actuelle, est entreprise au début du XIXe siècle. Successivement, le domaine sera notamment propriété des familles de Quinson, puis Costa de Beauregard avant d'être acquis par Théodore Reinach en 1898. Le château est alors entièrement remanié dans le style néo-Louis XIII sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte Louis Legrand. Les aménagements concernent autant les toitures et les façades que les intérieurs. Louis Legrand repense toutes les pièces, notamment celles du rez-de-chaussée qui sont décorées avec l'éclectisme propre au XIXe siècle.

En effet, on y trouve :

- le grand salon avec son faux plafond en stuc imitant le bois et intégrant des toiles peintes tendues, ses boiseries murales intégrant des toiles marouflées, son parquet Versailles ;
- la salle à manger avec son faux plafond à caissons, ses vitraux signés Paul Charles Nicod, peintre verrier à Paris, et ses panneaux de cuirs repoussés et estampés réalisés en 1901 par Henriette Massy, la fille de Paul Bert ;
- la galerie avec sa verrière, ses miroirs, son dallage en marbre et son plafond plat à gorge moulurée ;
- le boudoir avec sa cheminée alcôve et son écart de feu en marbre, ses panneautages moulurés et agrémentés de vitraux.



© Département de la Savoie

Détails des vitraux de la porte sur galerie

un château départemental à vocation sociale

Dans l'acte de vente du château des héritiers Reinach au Conseil général de la Savoie, datant du 27 juin 1936, il est stipulé : « Le Département s'engage à créer sur le domaine vendu une institution portant le nom de Institution Théodore Reinach ». Le président du Département, Antoine Borrel, se réjouit d'avoir acquis « [une] superbe propriété de la Motte-Servolex, qui constitue l'une des principales beautés du département ».
Afin d'être fidèle à son engagement, le Département fait aménager par l'architecte Roger Pétriaux, alors architecte départemental de la Savoie, un préventorium dans le domaine Reinach. En 1955, l'aérium est remplacé par un institut médico-pédagogique (IMP) du fait de la diminution du nombre de malades de la tuberculose et on y installe également l'école d'agriculture d'hiver de Chambéry. En 1978, l'IMP accueille 78 élèves, 6 éducateurs, 6 instituteurs et un médecin-directeur.
Au début des années 1960, sur proposition d'un inspecteur général de l'enseignement agricole, le Département accepte la création sur le domaine d'un lycée agricole qui compte parmi les dix premiers en France. En contrepartie, le lycée devra prendre le nom de « lycée agricole Reinach » afin de respecter les volontés de la famille.



© Département de la Savoie - David Duarte



Le garde-corps avant-après nettoyage et mise en peinture

L'objectif principal des travaux d'entretien est, dans un premier temps, d'assurer la mise hors d'eau et hors d'air du rez-de-chaussée qui connait de nombreux désordres (détérioration des vitres et vitraux, infiltrations d'eau, présence de végétaux, décollement des peintures, etc.). Il a été jugé prioritaire, au vu des décors présents à cet étage et de par sa position qui le rend plus susceptible de subir des dégradations. Dans un premier temps, quelques mesures d'entretien ont été réalisées par le Département, notamment la désobstruction et le changement de certaines descentes d'eau, le retrait de la mousse et de la végétation sur le toit-terrasse de la salle à manger et les balcons, la protection des fenêtres cassées en sous-sol.

Afin de compléter ces mesures et d'éviter l'aggravation des altérations du rez-de-chaussée, les travaux les plus urgents à faire réaliser par des professionnels ont été identifiés au niveau de la verrière de la galerie, du garde-corps de la façade est et des vitraux donnant sur l'extérieur. Les désordres constatés étaient les suivants : crasse et oxydation du garde-corps de la façade est, des menuiseries métalliques et des poteaux en fonte de la verrière de la façade ouest, défaut d'étanchéité des seuils et mastics de la verrière, carreaux cassés ou instables sur la verrière, vitraux cassés, instables, endommagés sur les cinq baies en arc de cercle de la salle à manger et sur la porte sur galerie.



© Département de la Savoie

La mise en peinture de la structure métallique de la verrière

Pour mener à bien ces travaux, le Département s'est entouré d'artisans expérimentés dans la restauration des édifices protégés au titre des monuments historiques. L'entreprise Color Factory a été missionnée pour la remise en état de la verrière et du garde-corps. L'Atelier Montfollet de Grenoble est en charge de restaurer les vitraux.
Avant tout démarrage des travaux, les services de l'État à travers la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ont été sollicités en vue d'obtenir l'autorisation de travaux. L'ingénieure du patrimoine s'est déplacée sur site afin de sélectionner la teinte pour la remise en peinture des ferronneries et de la verrière. C'est une teinte gris bleu, se rapprochant d'une des anciennes polychromies, qui a été retenue.
Sur les menuiseries métalliques et les poteaux de la verrière, l'entreprise ColorFactoy a réalisé une opération de brossage mécanique suivi d'un nettoyage à l'acétone et d'une passivation des métaux avec une solution formulée afin de ralentir la corrosion. La remise en peinture a été effectuée avec une peinture antirouille. Pour assurer l'étanchéité de la verrière, l'entreprise a repris les solins de mastic et a réparé certains seuils en ouvrage maçonné. De plus, les carreaux cassés ou fêlés ont été remplacés après nettoyage des feuillures.

Des bavettes de rejets d'eaux pluviales en zinc ont également été ajoutées sur demande de la DRAC afin de parfaire l'étanchéité à l'eau de la galerie.

Les ferronneries du garde-corps ont été nettoyées à haute pression tout comme le perron qui a retrouvé sa blancheur d'origine. Puis, le garde-corps a connu le même traitement que la verrière avant application de la peinture antirouille.

Pour les vitraux, l'atelier Montfollet a réalisé un constat d'état des pièces à restaurer. La dépose des châssis avec vitraux a eu lieu au mois de juillet et les travaux de restauration débuteront à l'automne après validation de la méthode par la DRAC. Les travaux consistent principalement en la fourniture et le façonnage de pièces en verre peintes à la grisaille, de filet en verre de couleur imprimé, à la pose de plomb de casse, d'attaches et de vergettes en cuivre, à la remise en plomb puis à la repose et au masticage des châssis.

Les travaux seront achevés à l'automne afin de permettre au rez-de-chaussée du château de passer un hiver au sec. Parallèlement à ce chantier d'entretien, le Département a commandé une étude complète des décors intérieurs à des architectes du patrimoine et restaurateurs spécialisés permettant d'identifier la qualité des décors et d'estimer le coût de potentielles restaurations afin d'assurer la préservation, dans de bonnes conditions, de cet édifice remarquable.

Floriane Moroni

la voie sarde de Saint-Sulpice

un patrimoine routier à sauvegarder



HISTOIRE

Sur les flancs escarpés de la montagne de l'Épine, entre Chambéry et Novalaise, un chantier discret mais ambitieux se déploie depuis 2022 : la restauration de la voie sarde, d'importants vestiges du XVIII[e] siècle menacés par l'érosion et le temps. Porté par des élus locaux, des acteurs du patrimoine et artisans passionnés, ce projet vise à sauver un itinéraire emblématique, tout en transmettant le savoir-faire ancestral de l'art de la pierre sèche.



© Jean-Christophe Pozzo

Rampe 3, mur 3 aval, à 830 m du col, avant restauration. Les couvertines ont disparu et l'ouvrage fait le "ventre".

Rampe 7, à 400 m du col, en cours de restauration. Pose des couvertines avant reprise de la calade.



© Jean-Christophe Pozzo

Un peu d'histoire : la Savoie, le royaume sarde et l'essor des voies alpines

Pour comprendre l'importance de la voie sarde, il faut replonger dans le contexte historique de la Savoie au XVIII[e] siècle. À cette époque, les « États de Savoie » qui occupent une position centrale entre la France et l'Italie sont intégrés au nouveau royaume sarde. Son économie repose en grande partie sur le commerce transalpin, notamment les échanges entre Lyon et Turin. Les cols et les voies de montagne sont donc des artères vitales, non seulement pour les marchands, mais aussi pour les armées et les pèlerins.

Dans ce cadre, en 1735, la Maison de Savoie répond à une demande locale de relier Chambéry à Novalaise en franchissant la montagne de l'Épine. L'ingénieur Garella, déjà connu pour ses travaux sur l'endiguement de l'Arve et de l'Arly, est dépêché sur place. Après étude, il décide de tracer une nouvelle voie par le col du Crucifix (915 m), plutôt que de réhabiliter l'ancienne voie romaine et médiévale du col Saint-Michel (903 m), devenue impraticable faute d'entretien.

Comme cet ancien itinéraire, la voie sarde compense le dénivelé avec des lacets réguliers pour adoucir la pente, des murs de soutènement en pierre sèche, une technique déjà maîtrisée par les ingénieurs alpins, et un tracé adapté aux charrettes et aux cavaliers, en limitant les passages trop raides.

La voie a ensuite fait l'objet de nombreuses reprises. Ainsi, le dallage (ou calade) visible aujourd'hui ne date pas de 1735. Les archives attestent qu'il a été ajouté lors de la première restauration au XIX[e] siècle, sur ordre de Napoléon, alors même qu'il avait engagé le percement du tunnel des Échelles, puis lors de la restauration des souverains sardes. Le tracé initial de la voie n'était donc pas forcément pavé : il s'agissait avant tout d'une route carrossable, stabilisée par des murs et des remblais.

Un patrimoine en péril : l'urgence de la restauration

Après deux siècles d'entretien minimal, la voie sarde montre aujourd'hui des signes de fatigue avancée :

- Éboulements fréquents : les murs de soutènement, fragilisés par les gel-dégel et les pluies, menacent de s'effondrer.
- Végétation invasive : les racines des arbres, les buissons et la chute d'arbres disloquent les pierres.



© InstapaydesStudio

Rampe 7, à 400 m du col, en cours de restauration. Pose des couvertines avant reprise de la calade. Gildas Bodet (à gauche) et Christopher posant une couvertine.

- Instabilité des tronçons : des centaines de randonneurs empruntent chaque année ce sentier pour ses vues imprenables sur le lac d'Aiguebelette et le massif des Bauges. Certains tronçons, instables, menacent la sécurité des usagers.

Face à cette dégradation, l'équipe municipale de Saint-Sulpice, élue en 2020, décide de passer à l'action. Un audit complet du site est réalisé par deux adhérents à la Fédération Française des Professionnels de la Pierre Sèche, le cabinet Géolithe, spécialisé en risques naturels et géotechnique et l'Atelier des Carthuses, un artisan murailler chartrousin.

Le diagnostic est sans appel : il y a urgence à agir. En 2022, la commune dépose un dossier auprès de la Fondation du Patrimoine et obtient le soutien de la Mission Stéphane Bern, un programme national dédié à la sauvegarde des monuments en péril. Sans cette impulsion, la municipalité, n'aurait pu se lancer sur un tel chantier.

Le chantier : un défi technique et humain

Le muretier Gildas Bodet, venu du Jura, a déjà restauré trois murs de soutènement avec un résultat salué par les experts. Le chantier majeur est prévu pour 2027. Les travaux devraient s'étaler sur encore au moins cinq ans (à raison d'un ou deux ouvrages par an).

La pierre sèche, reconnue patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO, n'est pas qu'une simple méthode de construction. Il s'agit d'une solution ingénieuse, parfaitement adaptée aux contraintes des montagnes car elle est durable, flexible et drainante. Sans liant ni mortier, elle résiste au temps et ne nécessite aucun entretien régulier. Elle absorbe les micro-mouvements de terrain (glissements, tassements) sans se fissurer, contrairement à un ouvrage rigide en béton, tandis que l'eau s'infiltre entre les pierres sans stagner, évitant les pressions hydrostatiques qui feraient éclater un mur maçonné.

En Savoie, où les hivers sont rudes et les pentes instables, cette technique a permis notamment de stabiliser des versants entiers, de créer des terrasses agricoles et de sécuriser des tronçons de voies de communication comme la voie sarde. Pourtant, malgré son importance, la pierre sèche reste peu valorisée en Savoie. Le chantier de Saint-Sulpice offre l'opportunité de transmission : former de nouveaux artisans à ce savoir-faire et pérenniser un héritage en voie de disparition.

Financement : un projet ambitieux, une souscription en cours

La restauration de la voie sarde est un projet d'envergure. Sur le coût total de 650 000 € HT, 564 000 € ont déjà été collectés, notamment grâce à l'important soutien de la Mission Stéphane Bern (Fondation du Patrimoine) et du Département de la Savoie ainsi que des subventions locales et des dons privés.

Il reste donc 86 000 € à réunir pour finaliser les travaux. C'est pourquoi une souscription publique est toujours en cours, ouverte à tous ceux qui souhaitent contribuer à sa sauvegarde (www.fondation-patrimoine.org/78470).

Une fois restaurée, la voie sarde ne sera pas seulement un sentier sécurisé pour les promeneurs. Elle deviendra un témoignage vivant de l'ingéniosité des bâtisseurs sardes, un symbole de la résilience du patrimoine routier et un lieu de transmission pour les futures générations d'artisans.

Pour les randonneurs, ce sera l'occasion de marcher sur l'histoire, avec des panneaux pédagogiques expliquant l'histoire de la voie et les techniques de construction employées. Pour les habitants de Saint-Sulpice et de la Savoie, ce sera la fierté de voir un morceau de leur patrimoine sauvé de l'oubli.
La voie sarde de Saint-Sulpice est un trésor collectif. Son sauvetage dépend de notre engagement à tous. Ensemble, sauvons cette voie historique, pierre par pierre.

Jean-Christophe Pozzo
Adjoint au Maire de Saint-Sulpice



© Jean-Christophe Pozzo

Rampe 8, à 250 mètres du col, en cours et après restauration, juin 2024.



© Jean-Christophe Pozzo

soutenir l'étude et la valorisation patrimoniale des anciens itinéraires

Dans le cadre de son soutien à la recherche, à la sauvegarde et à la valorisation des itinéraires anciens, le Département de la Savoie accompagne la restauration de la voie sarde, en finançant près de 40 % d'un projet d'envergure inscrit dans le temps long.
Il soutient également les recherches archéologiques menées autour des cols du Crucifix et Saint-Michel et sur les versants du massif de l'Épine. Conduites par une équipe du laboratoire Archéologie et Archéométrie (ArAr – UMR 5138), avec le soutien de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée et de l'Université Lumière Lyon 2, elles ont révélé des traces de circulation datant des périodes romaine et médiévale. Elles ouvrent également de nouvelles perspectives quant à la localisation de *Labisco*, station routière « fantôme » de l'époque romaine.
Ces recherches s'inscrivent plus largement dans l'étude des occupations anciennes des grands cols savoyards, ainsi que dans l'accompagnement des recherches menées sur les cols englacés. Celles-ci sont notamment portées par l'axe transversal « Archéologie en milieu de montagne dans la région Auvergne-Rhône-Alpes » du laboratoire ArAr. Ces cols livrent régulièrement de nouveaux vestiges, fragilisés par les transformations climatiques actuelles.

Sébastien Nieloud-Muller
Archéologie et Archéométrie – UMR 5138



© D. Burgunter-Delamare

Mur romain dans un sondage réalisé au col Saint-Michel en 2023.

des objets préhistoriques picards en Savoie ?



COLLECTIONS

Sept cent mille à cent mille ans « environ », c'est l'âge des plus anciens objets du Musée Savoisien. Ils proviennent d'Abbeville dans la Somme. Comment sont-ils parvenus dans les collections départementales ?

En novembre 1866, le plus ancien inventaire du musée mentionne le « don de M. Boucher de Perthes », pour des silexs taillés et des ossements d'animaux.

Ce personnage a été une figure majeure des débuts d'une archéologie scientifique.



© Bibliothèque nationale de France

Portrait de Boucher de Perthes (1788-1868) en 1833. Lithographie de Pierre-Louis Grévedon.

Qui est Boucher de Perthes ?

Né dans les Ardennes en 1788, Jacques Boucher de Crèvecœur de Perthes, fils de directeur des douanes, embrasse la même carrière que son père à Abbeville. Rien ne le prédisposait à devenir un pionnier de la science préhistorique. Il écrit beaucoup : philosophie, poésie, histoire, lettres, récits de voyages et romans. Sa curiosité naturaliste l'amène à s'intéresser aux ossements et aux silex extraits des carrières de la vallée de la Somme à partir des années 1830.

Il y observe un fait troublant : la présence d'outils en pierre taillés par la main de l'Homme dans des couches géologiques profondes et non remaniées, aux côtés d'ossements d'espèces disparues comme des mammouths ou des rhinocéros laineux. Cela s'oppose à la chronologie alors communément admise qui limite l'histoire humaine à quelques milliers d'années et qui repose sur le récit biblique. Il développe la théorie de l'existence d'un homme très ancien, bien antérieur au Déluge et qu'il qualifie donc « d'antédiluvien ».

La parution en 1847 de son ouvrage *Antiquités celtiques et antédiluvienne, mémoire sur l'industrie primitive*, est l'objet de vives critiques, voire de moqueries. Il n'est pas reconnu pour ses compétences scientifiques, son style est jugé confus et certaines de ses hypothèses farfelues. Son approche est cependant novatrice : il s'attache à noter soigneusement la date, la localisation et la profondeur de ses découvertes.

Il faudra attendre une dizaine d'années pour que des géologues anglais ayant fait des découvertes similaires dans le Devon viennent examiner les découvertes abbevilloises. En 1859, les communications d'Hugues Falconer, Joseph Prestwich et John Evans à la *Royal Society* et la *Geological Society* de Londres font admettre au monde savant l'hypothèse de Boucher de Perthes. La même année l'Académie des Sciences à Paris reconnait que les outils d'Abbeville sont authentiques et que l'humanité est plus ancienne qu'on ne le pensait. Nous savons aujourd'hui qu'une partie de ces objets est l'œuvre de prédécesseurs d'*Homo Sapiens*, il y a 700 000 à 100 000 ans.

Même s'il demeure critiqué sur d'autres positions comme sa théorie sur les « pierres-figures »,



Collection Musée Savoisien © S. Paul - Département de la Savoie

Ossements animaux provenant de la vallée de la Somme, donnés par Boucher de Perthes : mandibules et dents de chevaux, vertèbre, calcanéum et métacarpe de bovinés, radius de rhinocéros laineux.

Exemples de silex taillés provenant de la vallée de la Somme, donnés par Boucher de Perthes : bifaces, lame et éclats retouchés



Collection Musée Savoisien © S. Paul - Département de la Savoie

Boucher de Perthes devient une personnalité reconnue. Le muséum d'Histoire Naturelle qui avait reçu avec réticence ses premiers dons accepte plus de sept cents objets en 1860. En 1862, à la demande du British Museum, il donne cinquante-quatre objets à l'institution londonienne. Il répond aussi en 1863, à une requête de Napoléon III, et confie une partie de sa collection au futur musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye. Le contexte d'un don au musée départemental de la Savoie un peu avant 1866 n'est donc pas totalement anodin…

Les objets de Boucher de Perthes au Musée Savoisien

Sur les quarante-et-un objets du « don Boucher de Perthes » mentionnés en 1866, trente-neuf références sont encore présentes dans les collections. Cet ensemble est composé de dix ossements d'animaux, vingt-sept silex taillés, une hache polie et un tesson de céramique. Si la plupart des os appartiennent à des espèces de chevaux et de grands bovinés, deux pièces se distinguent : un possible fémur de bison et l'extrémité d'un radius de rhinocéros laineux[1]. Les silex taillés regroupent quelques bifaces, des racloirs et des éclats retouchés et sont a priori des productions du Paléolithique moyen ou inférieur[2]. La hache polie et le tesson qualifiés de « gaulois » ou « celtiques » en 1866, appartiennent vraisemblablement à une sépulture néolithique.



Colin Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse © D. Dossmann, Wikimedia Creative Commons

Un autre exemple d'étiquette rédigée et signée par Boucher de Perthes mais dans les collections du Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse. Présente sur un biface provenant de la carrière de Menchécourt (Somme) et offert à Édouard Lartet.



inv. 896.2710 Coll.n Musée Savoisien © S. Paul - Dép. de la Savoie

Fragment d'os de rhinocéros laineux (*Caelondonta Antiquitatis*) provenant de la carrière de Menchécourt, Somme

Les anciens inventaires et les marquages des objets ont permis de mieux cerner la composition de cet ensemble. Des étiquettes correspondent aux inventaires du musée, mais parfois il s'agit d'annotations de la main même de Boucher de Perthes. Elles montrent le soin qu'il apporte à localiser et dater les découvertes. Par exemple, l'étiquette d'un grand éclat retouché (inv. 896.2723) précise : « *Diluvium, banc de Montor près Abbeville, carrière de M. Racine, vers l'église, trouvé le 5 septembre 1863, à 5 mètres de profondeur* », ou encore celle du fémur 896.2709 qui mentionne : « *Diluvium, Menchecourt lès Abbeville, os fossile trouvé en 1850 avec des silex taillés, B. de P.* [signature] ».

La petite collection du Musée Savoisien est un échantillonnage récolté entre 1837 et 1863, sur des sites de la périphérie d'Abbeville : principalement les carrières de Montor et Menchecourt, mais aussi à Saint-Acheul, Liércourt, La Portelette, Porte Marcadé ou dans les tourbières de la Somme.

L'arrivée de cette collection en Savoie entre 1864 et 1866 semble coïncider avec la naissance du musée départemental. À cette époque, les hypothèses de Boucher de Perthes sur l'ancienneté de l'Homme sont admises par la communauté scientifique et il est courtisé pour sa collection. Ainsi, bien qu'absent au Congrès scientifique de France tenu à Chambéry en août 1863, il y est cité à plusieurs reprises comme une référence. Qui a œuvré pour



Inv. 896.2709 Collection Musée Savoisien © S. Paul - Département de la Savoie

Étiquette rédigée et signée par Boucher de Perthes révélée par une lampe UV : « Diluvium, Menchécourt lès Abbeville, os fossile trouvé en 1850 avec des silex taillés, B. de Perthes »



inv. 896.2721 Collection Musée Savoisien © S. Paul - Département de la Savoie

Le biface, un des plus vieux outils de l'humanité. Celui-ci provient de Liércourt (Somme)

permettre ce don picard au nouveau musée chambérien : la famille Costa de Beauregard ? Gabriel de Mortillet ? d'autres réseaux ?

Le cœur de la collection de Boucher de Perthes conservée au musée d'Abbeville a malheureusement été détruit lors des combats de 1940. Aux côtés des objets présents à Saint-Germain-en-Laye, Paris, Londres ou Toulouse, l'échantillon conservé au Musée Savoisien est aujourd'hui un témoin modeste mais précieux de la naissance de la Préhistoire comme science.

D'autres archéologues célèbres à la même époque ont aussi donné des objets au musée, comme Edouard Lartet, Gabriel de Mortillet ou encore Ernest Chantre, mais il s'agit d'un autre pan de l'histoire des collections départementales à explorer…

Josselin Derbier

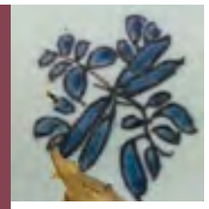
Pour aller plus loin

- Cohen C., Hublin J.-J., *Boucher de Perthes : les origines romantiques de la préhistoire,* 2017, Paris, Belin, coll. « Alpha ».
- Musée de Picardie, *La Somme des Préhistoires : un territoire, notre histoire [exposition, Amiens, Musée de Picardie, 23 mars-3 novembre 2024]*, 2024, Amiens : Snoeck Musée de Picardie d'Amiens métropole.
- Orliac R., « L'invention de la préhistoire par les objets », *Les nouvelles de l'archéologie*, 129 | 2012. Consultable en ligne : http ://journals.openedition.org/nda/1871 ; DOI : https ://doi.org/10.4000/nda.1871

Notes

1. Les ossements ont fait l'objet d'une détermination archéozoologique par Christophe Griggo, maître de conférences, université de Grenoble Alpes, Laboratoire EDYTEM, université de Savoie Mont Blanc.
2. La reprise de leur étude par un lithicien est cependant à envisager, des faux ayant été vendus à Boucher de Perthes par les carriers qui l'approvisionnaient.

un programme collectif de recherches pour l'abbaye d'Entremont



ARCHÉOLOGIE

L'ancienne abbaye de chanoines réguliers d'Entremont, située dans la commune de Glières-Val de Borne en Haute-Savoie, a fait l'objet d'une étude archéologique – et notamment d'un chantier-école de l'université Savoie Mont Blanc – entre 2020 et 2025. En parallèle, des études historiques étaient menées sur l'abbaye, son territoire, mais aussi sur la congrégation d'Abondance, tandis que le mobilier archéologique découvert à Entremont (céramique, verre, faune) était étudié par des archéologues. Décision a donc été prise en 2024 de fonder un programme collectif de recherche intitulé *L'abbaye canoniale d'Entremont et son territoire au Moyen Âge et à l'époque moderne*, dont les travaux ont débuté en 2025.

Chœur liturgique des chanoines : les stalles de la fin du Moyen Âge



© S. Bochaton



L'église Notre-Dame de tous les saints d'Entremont, dans le Val de Borne

Les chanoines réguliers dans l'ancien diocèse de Genève

Autrefois, les établissements de ceux que l'on appelle aussi chanoines réguliers de saint Augustin étaient nombreux dans le territoire correspondant à l'actuel département de la Haute-Savoie. Leur étude archéologique, menée par Sidonie Bochaton, a débuté en 2009 par le prieuré de Meillerie, puis s'est poursuivi par les abbayes d'Abondance et de Sixt, le prieuré de l'Aumône à Rumilly, enfin par l'abbaye d'Entremont. Ce dernier établissement a été fondé par des frères d'Abondance au milieu du XII[e] siècle, mais a été transféré à l'ordre provençal de Saint-Ruf en 1279 ; ainsi, l'abbaye d'Entremont dépendait d'abord de la congrégation d'Abondance, dont Arnaud Delerce retrace l'histoire depuis 2015, puis des chanoines de Saint-Ruf, que Yannick Veyrenche étudie depuis 2001. Implantés tant en montagne qu'en plaine, ces religieux possédaient de grands territoires dont ils étaient les seigneurs ecclésiastiques. Pour Entremont, dont les archives sont bien conservées à Annecy, Chambéry et Turin, cette histoire est explorée par Denis Laissus depuis 2020. La fondation et l'expansion de l'abbaye ne sont cependant pas isolées, mais s'inscrivent dans un contexte général de « conquête des Alpes » par le clergé régulier et notamment par les chanoines réguliers, un phénomène étudié de longue date par Laurent Ripart.

L'abbaye d'Entremont

Seconde abbaye-fille d'Abondance après Sixt, l'abbaye d'Entremont est longtemps restée en marge des recherches pourtant dynamiques menées sur le monachisme dans l'ancien diocèse de Genève depuis la fin du XX[e] siècle, tant par les historiens que par les archéologues. Ce désintérêt s'explique probablement par son architecture moderne due à la reconstruction presque complète de l'abbaye (église et bâtiments conventuels) aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, ainsi que par la dispersion de son fonds d'archives des deux côtés des Alpes après la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, les recherches menées ces dernières années ont montré la richesse de son histoire et l'intérêt de ses bâtiments, qui ont toute leur place au sein de l'étude du monde monastique en Savoie. Répartis en deux équipes (*Histoire* et *Archéologie/Histoire de l'art*), les membres du programme de recherche vont travailler conjointement à la restitution de l'histoire et de l'architecture de l'abbaye avec pour objectif la publication d'une monographie de synthèse à l'horizon 2030.

Reconstituer l'histoire de l'abbaye, de son territoire et de ses chanoines

Pendant la durée du programme, l'équipe *Histoire* s'attellera à l'étude de la communauté canoniale à travers plusieurs thématiques. L'étude prosopographique permettra de mieux connaître les chanoines, leur origine, leur mode de vie, ainsi que les abbés et prieurs qui se sont succédé à la tête de l'abbaye, mais aussi les sacristains qui faisaient office de curés de la paroisse d'Entremont. Les relations entre Entremont et Abondance, puis entre Abondance et Saint-Ruf, seront approfondies pour mettre en évidence ce qui rassemblait et différenciait ces communautés de chanoines réguliers. La domination religieuse, seigneuriale et économique sur le territoire et les dépendances de l'abbaye sera documentée grâce aux nombreuses archives. Enfin, les changements institutionnels de l'époque moderne seront étudiés par Laurent Perrillat, spécialiste de l'histoire de l'apanage du Genevois.

L'équipe *Archéologie/Histoire de l'art* se concentrera sur deux thématiques. L'évolution topographique et architecturale de l'abbaye sur le temps long a été au cœur du travail mené depuis 2020 par Sidonie Bochaton, mais reste à approfondir : si les vestiges de l'époque médiévale sont ténus, ceux de l'époque moderne sont assez bien conservés et très bien documentés par les archives. Par ailleurs, l'historienne de l'art Chloé Chassany, qui avait étudié les stalles durant ses études (2010), reprendra ce travail à la lumière des nouvelles données archéologiques et documentaires. La seconde partie du travail concernera l'étude des restes humains, écofacts et artefacts découverts au cours de cinq campagnes de fouilles. Il s'agit principalement de mobilier céramique et en verre, daté entre le XVII[e] et le XIX[e] siècle, ainsi que d'os de faune. La céramique est étudiée par Alban Horry, tandis que Stéphane Brouillaud s'occupe du verre.



© Alban Horry, Inrap

Ensemble de vaisselles de table en terre vernissée et faïence du XVIII[e] siècle



© S. Brouillaud, Inrap

Lot de gobelets de la fin du XVIII[e] siècle et du début du XIX[e] siècle

Quant aux os de faune, c'est l'archéozoologue Michaël Seigle qui est chargé de les faire parler. Enfin, la découverte de quelques sépultures dans les galeries du cloître médiéval a déjà permis à Lisa Donati de dresser une ébauche des pratiques funéraires des religieux.

À l'avenir, c'est l'unique prieuré dépendant d'Entremont qui pourrait être étudié : l'ancien prieuré de Poisy près d'Annecy est seulement en partie conservé, mais plusieurs documents de la fin de l'époque moderne et du début de l'époque contemporaine permettraient de proposer une restitution des bâtiments conventuels et de l'église médiévale, détruite au XIX[e] siècle.

Sidonie Bochaton
Enseignante-chercheuse en archéologie médiévale



© S. Bochaton

Réunion de l'équipe *Histoire* aux Archives départementales de la Haute-Savoie en juin 2026

Membres du programme de recherche

- Sidonie BOCHATON (dir.), enseignante-chercheuse en archéologie médiévale à l'USMB, EA 3706 LLSETI
- Stéphane BROUILLAUD, archéologue à l'INRAP, chercheur associé UMR 5138 ArAr
- Chloé CHASSANY, historienne de l'art médiéval
- Arnaud DELERCE, historien médiéviste, chercheur associé UMR 5648 CIHAM, EA 3706 LLSETI
- Lisa DONATI, archéoanthropologue
- Alban HORRY, archéologue à l'INRAP, chercheur associé UMR 5138 ArAr
- Denis LAISSUS, historien médiéviste et moderniste
- Laurent PERRILLAT, historien moderniste, chercheur associé EA 3706 LLSETI
- Laurent RIPART, professeur d'histoire médiévale à l'USMB, EA 3706 LLSETI
- Michaël SEIGLE, archéologue à Eveha, chercheur associé UMR 5133 Archéorient
- Yannick VEYRENCHE, historien médiéviste, chercheur associé UMR 8584 LEM-CERCOR

et côté suisse ?

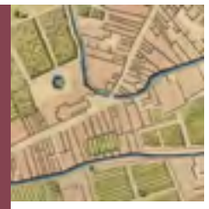
En Suisse voisine, les chanoines réguliers intéressent également les chercheurs ! En 1997, un volume collectif dirigé par Gilbert Coutaz a été publié sous le titre *Les chanoines réguliers de saint Augustin en Valais*. C'est l'abbaye canoniale de Saint-Maurice d'Agaune qui est la mieux connue. En amont de son 1500[e] anniversaire en 2015, un groupe de recherche international avait travaillé à l'étude de l'abbaye d'un point de vue historique et archéologique, mais aussi à l'étude de son trésor. Ces résultats ont été publiés sous la forme d'un double ouvrage dont le premier volume, dédié à l'histoire du site, a été dirigé par Bernard Andenmatten (Unil) et Laurent Ripart (USMB), membre de notre programme de recherche. Côté Genevois, c'est l'étude du site de l'ancien prieuré de Satigny qui a été publiée par Charles Bonnet avec la collaboration de Michèle Gaillard (2021).

Pour aller plus loin

- ANDENMATTEN, Bernard, RIPART, Laurent (dir.). *L'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune. 515-2015. Volume 1 : Histoire et archéologie*, Gollion : Infolio, 2015.
- BOCHATON, Sidonie. *Notre-Dame d'Abondance. Une abbaye de chanoines réguliers (XII[e]-XIX[e] siècle)*. Thonon-les-Bains : Académie chablaisienne, 2024.
- BOCHATON, Sidonie. *L'abbaye de Sixt. Des chanoines réguliers en Faucigny (XII[e]-XIX[e] siècle)*. Annecy : Académie salésienne, 2023.
- COUTAZ, Gilbert (dir.). *Les chanoines réguliers de saint Augustin en Valais*. Bâle : Helbing & Lichtenhahn, 1997.
- DELERCE, Arnaud. *L'abbaye d'Abondance et sa congrégation. D'après la reconstitution du chartrier canonial (1108-1300)*. Chambéry : Université Savoie–Mont-Blanc, 2019.
- VEYRENCHE, Yannick. *Chanoines réguliers et sociétés méridionales. L'abbaye de Saint-Ruf et ses prieurés dans le sud-est de la France (XI[e]-XIV[e] siècle)*. Turnhout : Brepols, 2019.

la "colonne départementale" du Département du Mont-Blanc

un monument absent du paysage chambérien



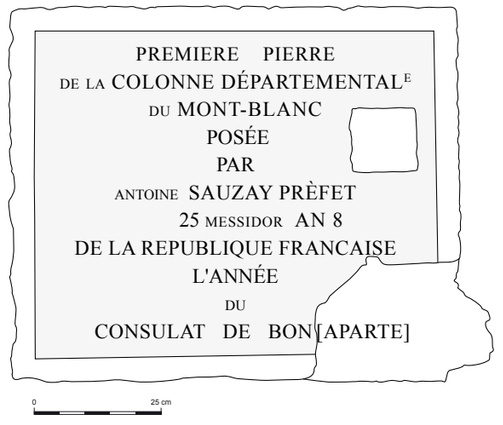
HISTOIRE

À Chambéry, un modeste bloc de pierre calcaire conserve la mémoire d'une colonne monumentale aujourd'hui disparue. Sous le Consulat de Bonaparte, une « colonne départementale » devait s'élever au cœur de la ville et culminer à près de 30 mètres. Pourquoi n'a-t-elle jamais vu le jour ? Les recherches menées dans les archives permettent de reconstituer l'histoire de ce monument oublié et de révéler, derrière cette pierre énigmatique, un jalon majeur de l'histoire de la Savoie, alors département du Mont-Blanc. Il s'agit de l'un des plus anciens témoignages matériels de l'administration départementale et du régime républicain en Savoie.



© S. Nieloud-Muller, Département de la Savoie

Inscription mentionnant la « Colonne départementale du Mont-Blanc »



© S. Nieloud-Muller, Département de la Savoie

Relevé de l'inscription

Médaille de la pose de la première pierre de la colonne départementale de la Seine, 25 messidor an VIII (14 juillet 1800), Nicolas Marie Gatteaux

Un modeste bloc en pierre sorti de l'oubli

Donné avant la fin du XIX[e] siècle par M. Masson, tanneur, au Musée d'archéologie de la Ville et du Département, ce bloc calcaire (89 x 73 x 18 cm) est aujourd'hui conservé dans la réserve lapidaire de la Ville. Il est presque complet, hormis une altération reprise au mortier et une petite niche retaillée dans son épaisseur. Il porte en son centre une inscription en français rappelant les circonstances de sa réalisation. Les archives permettent d'en préciser le contexte, de restituer le déroulement de la cérémonie qui l'a vu naître, et de retracer le devenir des projets de monument alors déposés.

Un projet né sous le Consulat

Après le coup d'État du 18 brumaire an VIII [9 novembre 1799], Bonaparte veut s'incarner en restaurateur de la paix. Le 18 pluviôse [7 février 1800], un arrêté des Consuls ordonne une fête de l'union des Français, et le 27 ventôse [18 mars], il est décidé d'élever, dans chaque chef-lieu de département, une colonne « à la mémoire des braves morts pour la défense de la Patrie et de la Liberté », portant les noms des militaires du territoire tombés au combat. Le 23 prairial [12 juin], à la veille de Marengo, Lucien Bonaparte propose que l'érection de ces colonnes coïncide avec la fête de la Concorde, le 25 messidor [14 juillet]. Il donne le programme des festivités de Paris qui implique la pose de la première pierre de la colonne départementale de la Seine place Vendôme et d'une colonne nationale place de la Concorde, suivi de festivités aux Invalides, au Champ de Mars et aux Tuileries.



© Musée Carnavalet, n° Inv. ND2699

Chambéry en fête et une cérémonie au cordeau

En moins d'un mois, le préfet du Mont-Blanc doit organiser à Chambéry des festivités calquées sur ce modèle national, également déclinées, avec plus de liberté laissée aux maires, dans les autres communes du département. En parallèle, il fait recenser les citoyens « morts dans les combats […] pour la défense de la Patrie et de la Liberté ».



© Archives départementales de la Savoie, L1208

« Programme des Fêtes des 14 Juillet et de la Concorde », 23 prairial en VIII [12 juin 1800]

Le 13 juillet au soir, des salves d'artillerie annoncent la fête, le théâtre ouvre et les habitants décorent leurs maisons de tapisseries, feuillages et inscriptions patriotiques. Le 14 juillet, un cortège officiel rejoint le temple de la Concorde, où un autel décoré accueille discours et hymnes. Il se dirige ensuite vers « les Carmes » (actuelle place d'Italie) pour la pose de la « première pierre », lieu choisi avec soin pour la future colonne, car il marque le centre de la route vers l'Italie par le Mont-Cenis, à l'endroit même où avait été élevé l'arc de triomphe en l'honneur de Bonaparte revenant d'Italie.



Le secrétaire général de la préfecture y lit trois documents — arrêté sur le choix du site, procès-verbal de la réception de Bonaparte, programme de la cérémonie — déposés dans une boîte de plomb enfouie sous la première pierre, posée au son des tambours. Une « colonne d'attente », pyramidale et provisoire, est ensuite dressée, portant les inscriptions dédiées aux morts pour la patrie, à l'arc de triomphe, puis au général Dessaix, tombé à Marengo quelques semaines plus tôt. S'ensuivent chants, salves, banquet civique, distribution de pain et de vin aux indigents, bal champêtre au Verney, lancement d'un ballon, représentation patriotique et illumination générale de la ville à la nuit tombée.

Un projet jugé sévèrement et rejeté

Quelques jours après la cérémonie, l'ingénieur en chef Mongenet et l'architecte Massotti soumettent au ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, un projet d'avenue plantée menant à une place circulaire où se dresserait la colonne, d'ordre dorique, cannelée, surmontée d'une statue de la Renommée en pierre de Seyssel, pour une hauteur totale de 30 mètres.



© Musée Savoisien, n° Inv. 2012.9239.1

Un des projets proposés par l'architecte Joseph Massotti pour la colonne départementale du Mont-Blanc

Examiné par Jacques Molinos, architecte du Muséum national d'histoire naturelle, le projet est jugé sévèrement : la place trop petite pour une voie d'une telle importance, la colonne aux proportions « contraires aux règles de l'art », le piédestal « surchargé de mauvais détails ». Pour Molinos, un tel monument exige au contraire « de la Grandeur, de la Pureté […] le plus de Connaissances, de Valeur et de Génie ». Le projet n'est pas retenu — sort commun à la plupart des propositions d'ingénieurs, jugées dépourvues de goût par les architectes parisiens. Un an plus tard, en octobre 1801, un jury attribue finalement au département n° 84 (avant de prendre le n° 73) un projet de l'architecte Barthélemy Vignon, plusieurs fois primé pour des monuments commémoratifs, moyennant quelques modifications.



© Archives départementales de la Savoie, 2Fi 2721, n° 1609

« Chambéry (Savoie) - La Colonne des Éléphants. Le Boulevard de la Colonne et la Poste » (L. Grimal, Chambéry, avant 1913)

Le devenir du projet et de la « première pierre »

Pour autant, aucun de ces projets ne verra jamais le jour à Chambéry. Comme dans la plupart des départements, ils sont abandonnés en raison de cafouillages dans la sélection, de critiques sur les propositions des architectes et ingénieurs, de difficultés de financement et d'une évolution idéologique du régime, qui privilégiera bientôt des monuments à la gloire de Bonaparte lui-même — tel que le sera la colonne Vendôme.

À Chambéry, la colonne d'attente provisoire, elle, subsista quelque temps et se dégrada. À la chute de Napoléon et au retour de la monarchie, les monuments républicains de la période française sont détruits, comme l'avaient fait les Français avant eux de toutes les marques de l'Ancien Régime et des « tyrans sardes ». Le bloc portant la première pierre est vraisemblablement déplacé et réemployé — les altérations qu'il porte trahissent cette seconde vie, peut-être dans une maçonnerie, avant sa sauvegarde et son entrée dans les collections du musée.

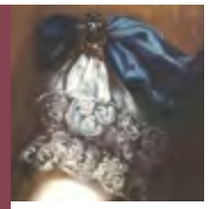
Malgré son apparente modestie, ce bloc de pierre témoigne ainsi d'un jalon important de l'histoire de la Savoie durant la parenthèse française et la période du département du Mont-Blanc. Il s'agit sans doute de l'un des plus anciens vestiges matériels de l'administration départementale et de l'introduction du régime républicain en terre savoyarde.

Bien que non réalisé, ce projet de colonne monumentale connut une certaine postérité. Il influença notamment la réalisation, à l'époque sarde, du modeste obélisque dédié au roi Charles-Félix (1824), érigé près du château, le long de la route royale. Mais son influence se retrouve surtout dans le monument qui donna son nom au boulevard de la Colonne : la célèbre « colonne de Boigne » ou « colonne des Éléphants » (1838).

Sébastien Nieloud-Muller
ArAr – UMR 5138

Remerciements
Je tiens à remercier les équipes des Musées de la ville de Chambéry, du Musée Savoisien, des Archives départementales de la Savoie et des Archives nationales, qui ont permis de rendre possible cette étude et cet article.

les Dufour « au-delà des Monts »



HISTOIRE DE L'ART

Les artistes mauriennais sont dès le début du XVII[e] siécle présents en Piémont, le peintre Esprit Amabert de Bramans, le sculpteur Jean Clappier de Bessans, ont œuvré à Venaus et Giaglione. Des cinq peintres de la famille Dufour, quatre d'entre eux vont également intervenir en Piémont.

Au fil des années, la Conservation départementale des Antiquités et Objets d'Art de la Savoie a proposé au Classement au titre des objets mobiliers des Monuments Historiques, ou à l'Inscription à l'Inventaire Supplémentaire, près d'une centaine d'œuvres des peintres Dufour, essentiellement des tableaux à caractère religieux présents dans les retables des églises de la vallée de la Maurienne, et recensé quelques œuvres de collections privées.

Ces peintres, natifs de Saint-Michel-de-Maurienne, ont été remarqués et étudiés au 19[e] siècle, par P. Vulliermet et l'abbé Truchet.[1]

En 1997, Alexia Mercorelli, étudiante en histoire de l'art de l'Université Lyon II, a consacré son mémoire de maîtrise aux peintres Dufour.

Nous avions cerné alors l'intervention des Dufour en Maurienne, et donc « En deça des Monts ; il importait de savoir si nous allions retrouver traces de commandes passées à ces peintres, la présence de tableaux pouvant leur être attribués, « Au delà des Monts », dans le Val de Suse et autres vallées, et bien entendu à Turin où leur activité était attestée. En 1998, Sonia Damiano, étudiante de l'Université de Turin, a entrepris une recherche sur ces peintres.

Fort du mémoire de Sonia Damiano qui a développé son travail à partir de la note du « Schede Vesme » [2] concernant les Dufour, et de son enquête portant sur les tableaux réalisés pour les églises du Val Chisone, nous avons repris une recherche ces dernières années, dans les Archives d'Etat de Turin, à l'Académie Albertina, la Bibliothèque Royale, au Palazzo Reale, au Palazzo Madama, aux châteaux de Racconigi et de La Venaria, à Chieri, effectué des repérages dans le Val de Suse et le Val Chisone, afin de cerner la présence de nos peintres.



© Wikimeda

Portrait de Carlo Emanuele II di Savoia attribué à Pietro ou Lorenzo Dufour. Collections Castello di Racconigi.

Saint-Michel-de-Maurienne

Il convient tout d'abord de s'attarder sur quelques moments biographiques de la famille Dufour.

Pierre Dufour est probablement né en 1604-1605 (à Saint-Michel-de-Maurienne), fils de Denis Dufour, décédé en 1643, et de Pernette Rolin, qui donnèrent naissance à deux autres enfants, Bartholomée, inhumée le 23 octobre 1677, et Jean Dufour, sculpteur, lui même ayant été inhumé le 18 décembre 1677 à Saint-Michel-de-Maurienne.

Installé à Annecy, probablement courant 1624, Pierre Dufour épouse début 1626 Françoise « fille de feu Pierre Garcin et de Françoise Puget de cette ville ». Le 13 avril 1627, Urbaine « fille d'honorable Dufour, peintre et de Françoise Garcin, mariés » est baptisée. Pierre Dufour sera reçu bourgeois d'Annecy le 2 octobre 1627. La peste gagnant Annecy, le couple rejoint Saint-Michel-de-Maurienne vers l'été-automne 1629.

Installés dans la maison familiale, Pierre et Françoise Dufour donnent naissance à quatre garçons. Pierre (le jeune) est baptisé le 18 mai 1634, Gabriel, le plus jeune des garçons, est baptisé le 29 juillet 1640. Quant à Maurice il a pu naître entre 1630 et 1632, voire entre 1636 et 1639, Laurent étant plutôt né entre 1636 et 1639. On ignore la date de décès d'Urbaine, dont le nom ne figure pas dans la liste des défunts de la peste à Saint-Michel-de-Maurienne, pour le « mois de juillet et suivant » de 1630.

Françoise Garcin est inhumée le 20 novembre 1654. Pierre Dufour, veuf, part à Annecy où il épouse le 4 juillet 1656, Louise Mugnier. De cette union, naquirent trois filles et un garçon : Jeanne Françoise baptisée le 27 octobre 1657, Martin baptisé le 18 septembre 1659 et inhumé le 29 septembre 1660, Jeanne Claude baptisée le 5 février 1662, tous trois à Annecy, tandis que Catherine sera baptisée le 2 janvier 1666 à Saint-Michel-de-Maurienne.



© Consorzio delle Residenze Reali Sabaude-Reggia di Venaria

Portrait de Maria Giovanna Battista di Savoia-Nemours (1644-1724), seconde épouse de Carlo Emanuele II, attribué à Lorenzo Dufour. Reggia di Venaria, in comodato da Regione Piemonte - Castello di Valcasotto



Il capo del Battista portato dagli angeli. (La tête de saint Jean-Baptiste portée par deux anges) Lorenzo Dufour 1669. Musée diocésain de Turin.

Torino

Pierre et Laurent ont probablement rejoint Turin peu de temps après le départ de leur père pour Annecy, n'ayant pas attendu son retour. De fait, des paiements pour travaux en faveur de membres de la Cour leur sont attribués dans les registres de la Trésorerie dès 1663. Nous ignorons à ce jour les recommandations, les interventions, qui ont décidé de leur départ pour la capitale piémontaise. Dorénavant, à Torino, Pierre et Laurent sont connus comme « Pietro e Lorenzo Dufour ».

Pour asseoir une certaine reconnaissance de leurs techniques picturales, les Dufour auront sans nul doute intégré les ateliers d'artistes mobilisés dans les différents chantiers des résidences ducales.

Les paiements des travaux effectués pour le « Grand Cabinet » du Palais Royal, dans les années 1663-1665, sont attribués « aux peintres Pietro e Lorenzo Dufuor », « aux messieurs frères Dufour ». La mention souvent employée « au peintre Dufour », ne permet pas de distinguer qui de Pietro ou de Lorenzo, a répondu à la commande.

Pietro et Lorenzo interviennent dans la réalisation de portraits de « SAR et de Madame Royale », du « Prince de Piémont », de « Madame Adélaïde », « de la sérénissime duchesse de Mantoue », la « princesse Ludovic Marie de Savoie », des « sérénissimes Princes », du « Prince de Carignan ». Pietro et Lorenzo sont sollicités « pour des monnaies, des portraits en miniature ».

Les portraits de la famille ducale sont destinés à l'ornementation de l'antichambre, de la salle de parade de Madame Royale, à la Venaria (résidence). La plupart d'entre eux répondent à un besoin de représentation symbolique, politique, familial pour des projets d'alliances, alimentant le réseau diplomatique de la Maison de Savoie. Il est attendu de l'artiste de Cour qu'il produise une image du Prince, qu'il en manifeste l'aura.

Pietro et Lorenzo sont connus également pour des œuvres présentes dans des églises.

Lorenzo Dufour a peint, vers 1663, « Saint Aratore recevant la dignité de cardinal » tableau accroché dans la sacristie de la « Chiesa di San Francesco d'Assisi a Torino ». Il a reçu un paiement de 21 lires pour « un tableau commandé à Monsieur Dufour représentant la tête de Saint Jean Baptiste avec deux anges chantants » par la « Compagnia della Misericordia chierese ».[3]

Sont attribués à Pietro Dufour, le tableau du retable de la chapelle de la Nativité, de la « Chiesa reale San Lorenzo » de Turin, dont les travaux de l'édifice furent exécutés entre 1678 et 1683 ; ainsi que huit tableaux, représentant François de Sales prêchant dans le Chablais présents dans la « Chiesa della Visitazione » à Turin.

Val di Susa e Val Chisone

Dans le Val de Suse, plusieurs églises abritent des œuvres des Dufour.

À commencer par Bardonecchia dont le maître autel de l'église paroissiale est orné en son centre d'un tableau représentant la « Madonna con Bambino con i patroni S. Ippoliti e S. Giorgio », attribué à Gabriel Dufour.

Dans l'église paroissiale de Mélezet « S. Antonio Abate » construite entre 1694 et 1698, la peinture du retable présente la Vierge à l'Enfant, saint Antoine abbé et un ange qui indique de sa main la reproduction de l'église de Mélezet. Le tableau daté de 1698, est attribué à Gabriel Dufour. Dans la chapelle Notre-Dame des Carmes de Mélezet, le tableau du retable principal figure la Vierge à l'Enfant (Vierge du Scapulaire), à ses pieds saint Charles Borromée et saint Félix. On peut lire dans l'inscription en bas à gauche : « Dufour inventor pingebat anno 1670 ». Ce tableau ci est attribué à Lorenzo Dufour, peintre de Turin. Un autre tableau provenant de la chapelle Saint-Roch, évoque l'hommage de saint Louis roi de France avec saint Roch à la Vierge à l'Enfant, marqué en bas à droite « 1701 peint par L. Dufour ». Il s'agit cette fois ci, de Lorenzo Gulliermo Dufour fils de Pietro Dufour.

À l'église paroissiale Saint-Pierre-Apôtre de Rochemolles, la restauration de deux tableaux aujourd'hui en place dans le chœur et la nef de l'édifice, a permis au restaurateur de relever des inscriptions au dos des œuvres. L'un figure la Vierge remettant le rosaire à saint Dominique, saint Antoine abbé et sainte Catherine, en bas au centre, la date 1703. Au dos l'inscription : « Pour... Faure curé de Rochemolle en Dauphiné. Rochemolles Prevaute Doulx en Dauphiné faire les Rosaire....1700 » et « G Dufour Pinxit 1703 Sti Micael.Maur.es oriundy » (natif de Saint-Michel-de-Maurienne).

Le second tableau présente la Vierge à l'Enfant parmi les saints Pierre et Paul. Au revers, l'inscription : « Pour monsieur Favre curé de Rochemolles en la prévauté Doulx en Dauphiné Pour le maistre hautol faire la Ste Vierge dans une Gloire at au bas st.Pierre et st. Paul apotres le 6 aust 1697 » et « Gabriel Daufour peintre de St. Michel en Maurienne a depaint cet tableau le 10 juin 1698 ».

À Novalesa, deux édifices conservent des œuvres des Dufour. À l'intérieur de l'église paroissiale saint Stéphane, est présent dans la nef un tableau figurant la Vierge remettant le rosaire à saint Dominique et sainte Catherine, attribué à Gabriel Dufour. Le tableau a été commandé en 1700 par la Compagnie du Rosaire érigée dans l'église paroissiale de Novalesa. Dans la chapelle de la Confraternité du Saint Sacrement, bâtiment proche de l'église, le tableau du retable représente la communion d'une sainte. Sur le côté inférieur du tableau, la signature « Dufour pingebat 1708 ». Une inscription latine au bas de l'œuvre, nous renseigne sur le commanditaire : « Tout ce travail a été fait à ses frais Barthélémy Chiapus de cet endroit l'année 1709 ». Le tableau ne peut être que de la main de Gabriel Dufour, ses frères, Laurenzo étant décédé en 1679, et, Pietro en 1702.



© Ivan Cadenne

Chiesa San Pietro apostolo. Rochemolles.
Remise du Rosaire à S. Dominique, S. Antoine abbé, S. Catherine de Sienne. 1703. Gabriel Dufour.
Inscription en bas du tableau « REGINA SACRATISSIMI ROSARII ORAPRONOBIS » et la date 1703.

La recherche dans le Val Chisone se comprend en référence au contexte historique affectant cette enclave de la France dans le territoire de l'État savoyard.

Après la révocation de l'Edit de Nantes en octobre 1685, Louis XIV intensifie les persécutions contre ses sujets protestants et entraîne Victor Amédée II, Duc de Savoie, dans ce qu'il faut bien appeler une croisade contre les Vaudois qui occupaient à l'ouest de Turin, deux vallées principales, le Val Pellice et le Val Chisone, convergeant sur Pignerol. Après les exactions des forces de Catinat et la guerre en Piémont, Victor-Amédée II obtient la paix en 1696, pour un pays éprouvé.

Il convient alors d'installer la « vraie religion» dans le Val Chisone où les Vaudois ayant été chassés, leurs terres confiquées sont revendues à des familles catholiques. Louis XIV tient à redonner vie à ce territoire et en confie la charge à l'Intendant du Dauphiné.

Les lettres patentes de Louis XIV, données à Versailles au mois de septembre 1698, ont pour effet de faire « batir neuf Eglises et autant de maisons Curialles dans les lieux de La Rua, Traverses, Laval, Pourrières, Usceaux, Fenestrelles, Villaret, Chateau du Bois, Chateau en Bourget », et de les fournir « des ornements nécessaires, rebatir celles absolument détruites, mesme en construire encore une nouvelle dans la Communauté de Méan », villages de « la valée de Pragelas », (le Val Chisone était ainsi dénommé),


© Ivan Cadenne

Communion d'une sainte. Dufour pingebat 1708.
Chapelle de la Confraternité du Saint-Sacrement.
Novalesa. Attribué à Gabriel Dufour.

En 1699, Jean Bouchu, Intendant, confie la conduite du projet à l'ingénieur du roi Desbordes, responsable de l'édification des fortifications de Fénestrelle. L'Intendant adjuge les ouvrages à réaliser, les retables, la sculpture des tabernacles, la fourniture des ornements, de l'argenterie des églises [4]. En juin 1700, Barthélémy Blanc assure avoir « fini tous mes travaux à la fin d'août prochain ».


© Ivan Cadenne

Chiesa San Giusto. Mentoulles.
Le retable de l'autel majeur a été exécuté selon le dessin proposé par l'ingénieur capitaine Desbordes, 1699. Le tableau est attribué à Lorenzo Gulliermo Gaetano Dufour
(Saint Just au pied de la croix).

Dans quelque document que ce soit, il n'est fait mention d'un peintre pour les tableaux des retables.

Les archives consultées à ce jour n'ont pas permis de connaître le commanditaire de ces œuvres, ni leur prix-fait. Pourtant lorsque le bilan des travaux réalisés pour chacune des églises est dressé, il est fait état des ornements et mobiliers des édifices en question, et l'on retrouve la même formulation : « un tableau pour le maistre autel de l'église... peint à turin par le Sr Dufour peintre de Son altesse royale ».

Dans la plupart des villages, l'artiste a peint le Christ crucifié, avec le saint patron évoqué localement, au pied de la croix. Il est fortement probable que l'exécution des tableaux de ces églises a été confiée à Lorenzo Dufour, de son nom de baptême, Lorenzo Gulliermo Gaetano, fils de Pietro Dufour lui même âgé pour accomplir cette tâche, ayant dès lors recommandé son jeune fils peintre.

La facture, le geste de ces tableaux plaident effectivement pour l'œuvre d'un jeune artiste. Lorenzo Gulliermo Gaetano Dufour est âgé de 17-18 ans lorsque cette commande lui est proposée [5]. Outre cet ensemble de tableaux, Lorenzo Dufour est aussi le peintre qui exécutera en 1701, la toile de la Vierge à l'Enfant, saint Roch et saint Louis, présente aujourd'hui dans le musée local de Mélezet. Pour l'heure, nous n'avons pas repéré d'autres de ses œuvres en territoire piémontais.
Si nous connaissons la qualité de « peintre de cour» de Pietro et Lorenzo Dufour présents à Turin, il ne faut pas omettre que leur frère Gabriel, vivant à Saint-Michel-de-Maurienne, bénéficiait également de la reconnaissance de « peintre de S.A.R ».

Le 11 mai 1684, Gabriel Dufour, reçoit « trois louïs dor pour trois pourtraits seavoir de S.A.R, M la duchesse RIle et Madame Royalle », tableaux réalisés « à l'occasion du passage de leurs altesses », et placés « dans la sale du conseil de ville » de Saint-Jean-de-Maurienne [6].



Cappella del Carmine Melezet.
Remise du scapulaire à saint Charles Borromée et saint Félix. Inscription en bas à gauche du tableau « DUFOUR INVENTOR/PINGEBAT/ ANNO/1670 ».
Tableau attribué à Lorenzo Dufour, frère de Pietro Dufour.

Le 21 juin 1709, à Torino, Lorenzo Gulliermo Gaetano Dufour signe son testament, mettant fin à sa résidence dans la cité capitale [7]. Se dirigeant vers le Mont-Cenis, il passe son chemin pour rejoindre Saint-Michel-de-Maurienne, la maison de la famille et l'oncle Gabriel. Dorénavant, Laurent Guillaume Gaetan Dufour débute une autre vie sociale et artistique. Le 28 novembre 1709, maître Chosallet notaire Royal prend acte de la promesse de mariage entre Laurent Guillaume Dufour et Marguerite, fille de défunt André Rivol, bourgeois de la cité de Saint-Jean-de-Maurienne [8].
À la fin du 19e siècle, nombre de familles de Saint-Jean-de-Maurienne et de la vallée conservaient des œuvres des Dufour, portraits et peintures à caractère religieux. Bien des moments de la vie des Dufour échappent encore à notre curiosité. Portraits, tableaux, archives, livre de raison, recueil de gravures, sont susceptibles de nous éclairer sur la vie de cette famille de peintres, cas certainement unique à cette époque en Savoie.

La présentation des résultats de cette recherche montre bien qu'il s'agit encore d'une étape dans la connaissance des peintres Dufour, aussi la quête entamée, patiente, continue.

Ivan Cadenne

Notes restreintes

1. Les frères Dufour de St. Michel, en Maurienne. Peintres des Ducs de Savoie. 1622-1715. Société d'Histoire et d'Archéologie de Maurienne, 4e volume, 1876, p. 105-128. La famille des Peintres Dufour de St. Michel en Maurienne. Société d' Histoire et d' Archéologie de Maurienne, 5e volume, 1881, p.93-158.
2. A. Baudi di Vesme, Schede Vesme. L'arte in Piemonte dal XVI al XVIII secolo, 4 Vol, Torino 1963-1982. La notice concernant les Dufour reprend les notes de Vulliermet et de Truchet, complétée par un relevé des rétributions accordées aux Dufour, pour leurs travaux au service de la Cour de Turin.
3. Alberto Cottino. Aspetti della pittura del Seicento a Chieri. Città di Chieri. Biblioteca Civica. Ce tableau « Il capo del Battista portato dagli angeli » daté de 1669, longtemps accroché dans la sacristie de l'église de l' « Annunziata » à Chieri, est depuis quelques années, présenté au Musée Diocésain de Turin . Le 25 avril 1665, Lorenzo Dufour a épousé à la Collégiale de Santa Maria della Scala de Chieri, Anna Maria Tarpona. (Libro dei Matrimoni 1663-1714. Archivio della Collegiata di Chieri).
4. Archives Départementales de l'Isère. Intendance du Dauphiné. 2C 873. Affaires militaires. Monuments et travaux publics. Vallée de Pragelas. Églises. Réparations aux églises et à leur mobilier. Ordonnances, plans, devis 1699-1700. Dans ce dossier nous retrouvons les descriptifs des travaux et les bilans financiers. Des dessins sont proposés pour les retables, l'autel, la chaire, la balustrade, le confessional (le mobilier liturgique).
5. Dans le « Consegne di alcune famiglie individui e famigli di Torino e suo territorio», recensement de la population établi entre le 29 août et le 6 septembre 1705, le nom de « Lorenzo Duffour pittore» et son âge, 23 ans, est mentionné, au côté de celui de son frère, Gabriel, avocat, âgé de 25 ans. Tous deux habitent, avec leur gouvernante, Francesca Giugliana, 50 ans, l' « Isola di San Ludovico ». On relève les noms de 44 peintres, établis dans Turin. Archivio di Stato di Torino, Sezione Riunite. Camerale Piemonte, Consegne diverse. Articolo 530 mazzo 1e 2.
6. Archives de Saint Jean de Maurienne . AA 7, 1684 et CC 1-3, 1684.
7. Archivio di Stato di Torino, Sezione Riunite, L5 1710, folios 191-192.
8. Archives Départementales de Savoie . Tabellion de Saint-Jean-de-Maurienne. 2C 2463-1709, folio 1026.

Abbaye d'Hautecombe

la chapelle des Princes de Savoie, un joyau redécouvert



MONUMENTS HISTORIQUES

Une étude pluridisciplinaire portant sur l'église abbatiale a été menée de juin 2025 à juillet 2026, elle a révélé la richesse du décor de la chapelle des Princes de Savoie.

Dans le cadre du programme européen ALCOTRA 2021-2027, une étude préalable à la restauration de l'église abbatiale de l'abbaye d'Hautecombe a été réalisée. Des spécialistes de différentes disciplines (matériaux, décors peints, vitraux, orgue, etc.) ont été mobilisés pour aboutir à une compréhension fine des étapes de constructions et de transformation de l'édifice. La chapelle des Princes, lieu de sépulture historique de la Famille de Savoie, comporte de nombreux vestiges de la construction du XIVe siècle et constitue un véritable joyau architectural, qui a mobilisé en son temps les meilleurs artistes et artisans. Sous le badigeon ton pierre du début XIXe siècle qui harmonise chromatiquement les parties anciennes des parties reconstruites, la polychromie, les dorures et les décors finement sculptés sont toujours présents. Au début du XIXe siècle, le roi Charles-Félix de Savoie entreprend un vaste programme de restauration de l'abbaye, chargeant le maître d'œuvre de conserver et d'intégrer les éléments médiévaux dans le nouvel édifice. Les décors peints, les sculptures, les vitraux, s'inscrivent dans la continuité de l'histoire de la chapelle.



© BE Studio

Mur nord de la chapelle des princes,
détail des sculptures polychromes du décor médiéval



© Orthophotographie : Séverine Haberer

Annonciation, Luigi Vacca, 1827,
peinture réalisée a *mezzo-fresco*, 500 x 700 cm

Jalons historiques

Un premier édifice cistercien est édifié à partir du début du XIIe siècle, et c'est à partir de 1174 que les membres de la famille de Savoie sont inhumés à Hautecombe, qui deviendra alors nécropole de la Maison de Savoie.

En 1331, le comte Aymon de Savoie, dit le Pacifique, fait démolir les deux petites chapelles ouvrant sur le bras nord du transept. À leur emplacement, il fait creuser un caveau en forme de T, désirant y faire transférer les restes des membres de sa famille ensevelis dans le cloître. Le caveau est surmonté d'une chapelle dynastique de plan carré, dans un style gothique empreint de magnificence. Avec ses murs percés de vastes baies et ornés de grandes statues colorées des douze apôtres, elle constitue une œuvre exceptionnelle en Savoie à cette époque et crée sans doute un contraste saisissant avec la sobriété cistercienne du XIIe siècle. Les noms des sculpteurs Jean de Brecquessent et Nicolas de Neufchâteau, et des peintres Jean de Grandson et Giorgio dell'Aquila, peintre officiel d'Aymon, lui sont attachés. Le chantier est achevé en décembre 1342.

Au lendemain de la Révolution, la chapelle est fortement endommagée ; le dôme qui couvrait la croisée de transept a entrainé dans sa chute une partie des voûtes.

À partir de 1824, l'église abbatiale, incluant la chapelle des Princes, est entièrement restaurée. Entre 1825 et 1826, les célèbres frères Vacca réalisent les décors peints, fresques et modénatures en trompe-l'œil. Benedetto Cacciatori exécute les sculptures des douze apôtres.

Polychromies médiévales

Ces sculptures prennent place sur des socles surmontés de dais qui, pour huit d'entre eux, sont des éléments gothiques. Les décombres de la chapelle sont scrupuleusement fouillés en 1825, des fragments des autres dais et du statuaire retrouvés sont conservés et intègrent un lapidaire réuni dans le cloître. L'observation rapprochée a révélé la présence de dorures et de polychromies sur absolument toutes les surfaces : murs, moulures des remplages, jusqu'à la clé de voûte, avec une gamme chromatique riche et variée. Des vestiges de décors figuratifs sont présents ainsi que des bandes décoratives de reliefs dorés, appliqués par gaufrage et estampage, d'une finesse et d'une complexité dignes d'un travail d'orfèvrerie. Ces frises sont proches des décors d'orfrois que l'on retrouve sur la bordure des manteaux des Saints sculptés et polychromés retrouvés lors des fouilles. Ainsi l'architecture s'est-elle parée de la plus grande préciosité pour servir la liturgie.

L'aspect très ouvragé des techniques de polychromie, de la préparation de la surface de la pierre, des différentes couches d'apprêt de la peinture et de la dorure, révèle une imbrication étroite dans l'organisation du travail des artisans ; à moins que, comme tendent à le montrer des recherches récentes menées par les restaurateurs et les scientifiques des matériaux sur de grandes réalisations gothiques en Europe, les sculpteurs aient pu également mettre en œuvre la polychromie.

Les œuvres des frères Vacca

Entre 1826 et 1828, sur trois années, l'atelier familial des Vacca œuvre à la réalisation des peintures monumentales du chœur, du transept et de la chapelle des Princes. Le contexte est difficile du fait des délais très courts imposés, d'une coactivité permanente avec les staffeurs, dans un environnement humide et malsain, des supports en maçonnerie qui peinent à sécher. Les peintres reviennent d'une année à l'autre sur les premières peintures déjà exécutées, pour pallier les désordres rapidement survenus. Tout comme les toiles peintes des prophètes, la peinture murale de l'Annonciation exécutée en 1826 au revers de l'entrée de la chapelle par Luigi Vacca sera ravagée par les sels solubles, et détruite l'année suivante pour être entièrement refaite. Ingénieusement, la nouvelle peinture est réalisée sur un enduit appliqué sur un lattis de bois dissocié du support contaminé. Ce chantier mené sur l'ensemble de l'église révèle toute la maitrise, la dextérité et la faculté d'adaptation d'un grand atelier de décorateurs.



© Séverine Haberer

Nettoyage de la couche picturale
avec un gel d'agar nébulisé

La restauration de la peinture murale de l'Annonciation

Un décollement du support sur toute sa périphérie a justifié une opération de stabilisation d'urgence. Elle a mobilisé quatre restaurateurs en avril et mai 2026. La fragilité inhérente à la peinture à la chaux a orienté vers des techniques innovantes pour retirer une épaisse couche de crasse indurée, tout en assurant la conservation de la couche picturale : la surface a été décrassée au laser, puis nettoyée avec des gommes spécifiques et des compresses d'agar nébulisé. Dans des conditions environnementales saines, la peinture a ensuite pu être refixée avec un hydroxypropylcellulose en faible concentration, et les enduits consolidés par coulis à base d'hydroxyde de calcium. Le contraste avec l'état initial est saisissant, on redécouvre cette œuvre dans toute sa fraîcheur, avec une polychromie quasiment intacte.

Cette restauration très enthousiasmante nous donne un premier aperçu de ce que nous réserve la restauration de l'ensemble de l'abbatiale.

Séverine Haberer, restauratrice de décors peints
& Thomas Bricheux, architecte du patrimoine

une partie de chasse chez le baron de Grilly

découverte d'un décor mural aux Alberges



HISTOIRE



Vue de la pièce

Toutes les photos de l'article : © PLFD

Maison de campagne de membres de la noblesse chambérienne au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles, cette demeure, située aux Alberges (Saint-Cassin), a été fortement remaniée durant la Belle Époque. En 2023, la découverte fortuite en ses murs d'un décor peint a fait resurgir une page oubliée de son passé.



Façade nord de la demeure

Historique des lieux

Capitale historique des États de Savoie, Chambéry était environnée de demeures d'agrément où, durant l'Époque moderne, la noblesse établissait ses quartiers aux beaux jours.

L'une d'elles est située au hameau des Alberges, à Saint-Cassin. Noble Claude Morand (†1651), maître auditeur à la Chambre des Comptes de Savoie, semble avoir acquis ce domaine entre 1643 et 1648. Les fondations de la maison remonteraient ainsi à la première moitié du XVII[e] siècle. Restée propriété de la famille Morand jusqu'à la Révolution, elle change plusieurs fois de mains au cours du XIX[e] siècle.

Originaire de Chambéry, Émile Lepasquier (1822-1886) en fait l'acquisition en 1872 et y entreprend de vastes travaux de modernisation. L'ordonnancement des façades est modifié : peu nombreuses, les fenêtres anciennes font place à de multiples ouvertures à compter de 1874. L'agencement intérieur de la maison est également revisité. Redistribués, cloisonnés, les espaces se font plus intimistes et plus fonctionnels. La maison est ceinte d'un trottoir et dotée d'une marquise.

Émile Lepasquier meurt en 1886. Il lègue le domaine des Alberges à sa nièce, Émeline Grand (1861-1936), issue d'une lignée de juristes savoyards. Elle épouse en 1887 à Saint-Cassin le comte Pierre de La Forest Divonne (1854-1909). Ce dernier fait réaliser en 1906 un balcon dominant la façade nord de la demeure, achevant sa transformation en « villa », selon le terme consacré de la Belle Époque.

Ces différents remaniements rendent méconnaissable la maison de campagne habitée par les Morand au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles. Ultimes témoins de ce passé, les vestiges d'un décor mural, figurant une scène agricole idéalisée, subsistent dans le fruitier de la demeure.

La maison semblait avoir achevé sa mue, mais un dégât des eaux a fait resurgir une page oubliée de son histoire.

Une découverte fortuite

Ce sinistre a permis la mise au jour en août 2023 d'un décor mural qui ornait une pièce située au premier étage de la maison. Il s'agissait vraisemblablement d'une chambre, espace de réception durant l'Époque moderne.

Mesurant à l'origine 38 m², cette pièce rectangulaire a été cloisonnée et tapissée de papier peint dans le dernier quart du XIX[e] siècle. Si l'ouverture de deux fenêtres, d'une porte et la réfection du conduit de la cheminée ont détruit une partie significative du décor, le dégagement progressif des différentes couches (plâtre, papier peint…) qui le recouvraient a révélé des peintures monumentales faisant le tour complet de la pièce.

Oiseau et rinceaux



Armes d'alliance Morand et Gantelet Vectier



La superposition de deux décors

Cet ensemble est constitué de la superposition de deux décors successifs.

Le premier, monochrome, remonterait au XVII[e] siècle. Il se compose d'un ruban noir qui encadre portes et fenêtres. De part et d'autre de leur linteau est peint un vase de fleurs. Une large plinthe noire court au bas de chaque mur de la pièce.

Le second décor, polychrome, semble dater du premier quart du XVIII[e] siècle. Dans sa partie haute se déploie une frise dans laquelle s'entremêlent des rinceaux. Elle est ponctuée de trois cartouches, ainsi que des armes d'alliance de Claude III Morand (1692-1772), baron de Grilly, et de son épouse, Jeanne-Marie de Gantelet Vectier. Commanditaires probables du décor, ils se sont mariés à Chambéry le 6 juillet 1722.

Si les cartouches des murs est et sud ont presque disparu, celui du mur ouest est relativement bien conservé. Y figure notamment un château, composé d'une tour massive et d'un corps de logis. Il pourrait s'agir d'une vision romancée du château de Grilly, propriété des Morand située dans le pays de Gex.

La frise surplombe une scène s'articulant autour de trois sortes de motifs : des oiseaux, un jardin et des personnages.



Oiseau tenant un animal entre ses serres

Une véritable volière

Seize oiseaux décorent cette pièce. Présents sur chaque pan de mur, ils font des lieux une véritable volière. Si la plupart de ces oiseaux vole paisiblement, d'autres sont mis en scène dans une attitude belliqueuse et prédatrice. C'est ainsi que deux d'entre eux se disputent un serpent, tandis qu'un autre tient entre ses serres un petit animal, probablement un lapin. Ces oiseaux, dont on ne peut déterminer l'espèce, surplombent un jardin.

Un jardin mis en scène

Ce jardin est composé d'une alternance d'orangers et d'arbustes à fleurs rouges. Systématiquement placés dans des caisses, ils accentuent la sensation de mise en scène du décor. Mesurant environ 2,20 m de hauteur, ces arbustes sont peints à intervalles réguliers. Sept subsistent, dans des états disparates. Autour du tronc de trois d'entre eux sont représentées des fleurs luxuriantes. Au sol, on devine une végétation basse, notamment composée de plantes à larges feuilles.

Une partie de chasse

Quatre personnages masculins évoluent dans ce jardin.



Personnage tenant un fusil

L'un d'eux, peint sur le mur est, est coiffé d'un chapeau à plume. Tenant un fusil, il porte une gibecière en bandoulière et une dague à la ceinture. Un autre personnage, fortement abîmé, se tient à proximité, une dague à la main.

Sur le mur sud apparaissent les fragments d'un personnage à cheval. Représenté de profil, il porte un pistolet à l'arçon de sa selle. Veneur, il devait tenir un épieu comme le suggère la forme rectiligne peinte devant la tête de sa monture. Sur ce même mur figure un second personnage représenté de face. Mesurant 1,50 m, il est le plus imposant du décor. Vêtu d'un justaucorps rouge et d'une cape bleue, il porte l'épée au côté.

Une résidence aristocratique à la campagne

Entre l'attitude prédatrice de certains oiseaux et ces personnages arborant fusil, gibecière, épieu et autres dagues, ce décor rappelle l'une des vocations majeures des lieux : la chasse.

Un inventaire daté de 1727 précise que treize fusils, disposés sur des râteliers, se trouvaient alors dans l'entrée de la maison. Saint-Cassin était par ailleurs, durant le Moyen Âge et l'Époque moderne, un lieu réputé pour la chasse.

La présence en ces murs de ce décor cynégétique, tout comme celui figurant une scène agricole idéalisée, n'est pas anodine. Maison des champs, cette demeure des Alberges est d'abord une résidence aristocratique. Aussi, ces décors sont-ils le reflet d'un art de vivre nobiliaire importé à la campagne.

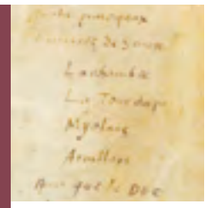
Philibert de La Forest Divonne

Pour aller plus loin

- Pour approfondir l'histoire des lieux et le contexte de la découverte, le lecteur pourra se reporter à la communication donnée à l'Académie de Savoie le 18 février 2026, dont le texte est disponible en ligne sur le site de l'Académie : www.academiesavoie.org
- Pour replacer cette découverte dans le contexte plus vaste des décors peints savoyards, on pourra consulter l'ouvrage dirigé par André Palluel-Guillard et Dominique Peyre « *Fresques et peintures murales en Pays de Savoie* » publié par la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie en 1988.

Amédée VII

une mort suspecte et des manuscrits perdus



ARCHIVES

Le comte est mort !

Le 1er novembre 1391, Amédée VII rend son dernier soupir dans son château de Ripaille. Ainsi s'achève le règne court (8 ans seulement) mais ô combien brillant d'un des plus remarquables comtes que la Savoie ait connu jusqu'alors.



© Musée Savoisien

Estampe représentant Amédée VII. Turin, 1826

Mais comment un valeureux guerrier comme le Comte rouge, dans la force de l'âge, a-t-il pu succomber à une simple blessure de chasse ? Assurément, l'affaire n'est pas nette… Dès lors, une rumeur prend forme et se répand : un empoisonnement ! Le comte a été victime d'un empoisonnement, à coup sûr. Mais qui, pour une telle bassesse ? un coupable est rapidement désigné : le médecin Jean de Granville, avec la complicité de Pierre de Lompes, apothicaire. La preuve ? ces deux-là relèvent du parti de Bourbon, ils sont protégés par Othon de Grandon, lui-même favori de Madame la Grande.

Il faut se souvenir qu'à cette époque, la cour de Savoie est partagée entre deux coteries : l'une autour de Bonne de Bourbon, mère du comte, nièce de roi de France, dite Madame la Grande ; l'autre autour de Bonne de Berry, épouse du comte, petite-fille de roi de France, dite Madame la Jeune. Rivalités diplomatiques et intérêts personnels se mêlent pour créer des tensions, des inimitiés, des accusations… Le contexte géopolitique et dynastique est lourd, nous sommes au milieu de la guerre de Cent Ans, qui oppose le royaume d'Angleterre au royaume de France, allié de la Savoie. La cour de France n'est elle-même pas unie, les princes se déchirent en rivalités de préséance et de pouvoir. Dans cet imbroglio, les Savoyards ne sont pas en reste.

La mort du comte ouvre de franches hostilités, chaque comtesse veut récupérer à son profit la régence du jeune Amédée VIII. Pour y voir plus clair, la justice se met en branle. Le médecin Jean de Grandville et l'apothicaire Pierre de Lompes sont saisis et emprisonnés ; torturés, ils avouent tout ce que l'on veut leur faire dire. C'est Bonne de Bourbon l'instigatrice de ce malheur. Las, c'est elle que le défunt comte a désigné régente du jeune comte. Justice doit être rendue. Les oncles français de Bourgogne, Berry et Orléans s'immiscent dans l'affaire pour aboutir à un traité entre les deux comtesses, conclu sous l'égide du roi de France, le 8 mai 1393. Mais des partisans de Madame la Jeune protestent, s'agitent, contestent. Ils veulent poursuivre les instigateurs de l'empoisonnement de leur souverain. L'affaire se règlera en 1397 par un duel entre Othon de Grandson, partisan de Bonne de Bourbon et Gérard d'Estavayer, qui l'accuse d'être complice de ce crime.

Toute cette affaire est connue : entre les chroniques anciennes, de Cabaret à Paradin, les analyses des historiens tels que Max Bruchet ou le baron Dallemagne, les détails abondent. Dès lors, point n'est besoin d'y revenir.

À l'automne 2024, une maison de vente aux enchères propose dans son catalogue trois documents concernant la Savoie. Le fait n'est pas rare. Il s'agit souvent de pièces familiales d'une valeur relative. Toutefois, la description attire l'attention des archivistes. Cela concernerait la mort du comte Amédée VII. De tels documents devraient être dans les fonds conservés par l'Archivio di Stato di Torino. Nous consultons donc nos collègues d'outre-mont : ces pièces ne sont pas issues de leur service. Des documents touchant aux questions dynastiques seraient en mains privées ? Nous prenons l'attache d'un historien spécialiste de la maison de Savoie. Il nous confirme l'importance de ces documents et nous donne des indications sur leur histoire : « au XVIIe siècle ces lettres relevaient déjà d'un fond privé, puisque Guichenon dit en avoir eu copie du seigneur de Comnène : il existait une famille de ce nom en Maurienne au XVIIe siècle, qui prétendait descendre des empereurs byzantins (le chanoine Gros leur a consacré une petite étude dans le Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne, 1930, p. 110). Comme les personnages concernés par les deux dernières lettres sont des Mauriennais, il y a beaucoup de chance que ces documents proviennent des archives de l'un de ces lignages rebelles qui s'était engagé dans le parti berrichon »
Le grand historien de la Savoie, Samuel Guichenon, en a publié des transcriptions dans le supplément à son *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, (t. IV, 2e partie, p. 667-668) de l'édition de 1778.

Il ne nous reste plus qu'à acquérir ces documents. C'est chose faite début octobre 2024.
Nous voici dépositaires de trois pièces remarquables au regard de l'histoire. Mais à quoi ressemblent-elles ?
Les trois pièces sont de format modeste, proche d'un A4.
La première est sur parchemin ; elle était autrefois scellée sur simple queue. C'est une adresse de Jean de Berry aux villes et nobles des différentes patries savoyardes, en août 1392, pour demander leur soutien pour faire punir les coupables de la mort du comte.
La seconde est une missive sur papier que Jean de la Beaume, soutien du parti berrichon, adresse à ses partisans pour se retrouver aux états qui ont été convoqués à Chambéry en février 1393.
La dernière est un parchemin daté du 9 mai 1393 qui acte la protestation du parti berrichon contre le traité que Bonne de Berry avait dû signer la veille et qui remettait le pouvoir à Bonne de Bourbon (c'est à ce traité qu'ils font allusion quand ils disent qu'on les a obligés à sceller un parchemin). On ne sait pas grand-chose de la suite qui fut apportée à leur protestation, mais il semble que leur tentative fit long feu.

Ces trois documents sont en bon état (hormis la queue de parchemin coupée pour récupérer le sceau, ce qui est classique). Nous avons donc pu les numériser et les mettre en ligne rapidement. Ils sont ainsi facilement accessibles pour les chercheurs.

Si leur contenu n'était pas inconnu puisqu'ils avaient fait l'objet d'une transcription, la présence de ces documents dans les collections publiques leur offre une nouvelle visibilité et propose aux chercheurs une nouvelle ouverture sur un pan de l'histoire de la Savoie.

Sylvie Claus, directrice
Archives départementales de la Savoie



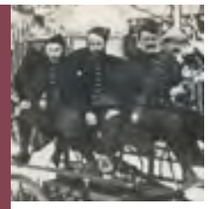
© Archives départementales de la Savoie





une nouvelle publication

des Archives départementales de la Haute-Savoie à l'occasion du Mondial du secours et de la protection



ARCHIVES

La direction des Archives départementales de la Haute-Savoie poursuit sa politique de valorisation du patrimoine écrit par une nouvelle publication, éditée à l'occasion du Mondial du secours et de la protection. Avec cet ouvrage, l'objectif des Archives est de faire connaître et de partager le patrimoine écrit de la Haute-Savoie et l'actualité de la recherche historique avec tous les publics.



Couverture de l'ouvrage

Plan du réseau d'alerte du lac d'Annecy, [1971]. *L'association pour la Prévention des Accidents et l'Organisation de l'Alerte et des secours sur le Lac Léman et l'association pour la Prévention et l'organisation de l'alerte et des secours sur le lac d'Annecy financent l'acquisition d'appareils radio-émetteurs et récepteurs pour les répartir dans les postes de secours afin d'améliorer la transmission des alertes.*



© Arch. Dép. Haute-Savoie, 113 J 5

Une publication événement

Tandis que la Haute-Savoie accueillait cet automne le premier Mondial du secours et de la protection, porté par la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France, les Archives de la Haute-Savoie publiaient, en partenariat avec l'Université Savoie Mont Blanc (USMB), un ouvrage intitulé *Secourir et protéger en Haute-Savoie, XIVe-XXIe siècles*.

Après les réalisations de vadémécums relatifs au 150e anniversaire de la Réunion de la Savoie à la France (2010), au Centenaire de la Grande Guerre (2014 et 2018), au 200e anniversaire de la Restauration sarde (2015), au 600e anniversaire de l'élévation de la Savoie en duché (2016), à un florilège de documents des XVIe-XVIIIe siècles (2021), ou encore aux 80 ans de la libération de la Haute-Savoie (2024), cette publication de 80 pages offre un aperçu inédit de l'histoire des secours et de la protection en Haute-Savoie.

D'« Avalanche » à « Zones sismiques », en passant par « Janus 4000 » et « Tunnel du Mont-Blanc »

L'ouvrage propose de faire découvrir cette histoire au travers d'un abécédaire qui met en lumière un vaste florilège de documents conservés aux Archives de la Haute-Savoie. La sélection des documents et les textes qui les accompagnent sont le fruit des travaux de recherche et de synthèse d'Hélène Maurin, directrice, de Julien Coppier, adjoint à la directrice et chef du service des publics et des fonds spéciaux, de Marine Perret, chargée des fonds iconographiques et d'Anne-Clémence Sardi, chargée des actions de valorisation.

Lettre par lettre, se révèlent des facettes différentes : organisation des sapeurs-pompiers, des guides de montagne, des sauveteurs en milieu nautique, des urgentistes, moyens et techniques utilisés pour la prévention des accidents et le sauvetage des victimes, catastrophes qui ont marqué leur temps…

Véhicule des sapeurs-pompiers à Chamonix. Cliché J.H., 1907



© Arch. Dép. Haute-Savoie, 76 Fi 228

Janus, camion de lutte contre l'incendie pour le tunnel du Mont-Blanc. Cliché SAMU 74, 7 février 2002



© Arch. Dép. Haute-Savoie, H Dépôt 20 Z 13

J comme Janus 4000

« Le Janus 4000 est un véhicule de secours spécialement conçu pour intervenir dans le tunnel du Mont-Blanc après l'incendie meurtrier de 1999. Sa principale particularité est d'être équipé de deux cabines de pilotage, une à chaque extrémité, ce qui lui permet de circuler dans les deux sens sans avoir à faire demi-tour, une caractéristique essentielle pour les interventions en tunnel. Il est remplacé en 2013 par le Proteus, un véhicule capable de faire demi-tour sur lui-même, puis par l'Artemis depuis 2026, un camion plus puissant et rapide.

Les camions d'intervention du tunnel ne sont pas les seuls véhicules spécifiques des sapeurs-pompiers de Haute-Savoie. La flotte du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Haute-Savoie comporte notamment des unités légères de secours, des véhicules tout terrain (quad, chenillettes) conçus pour les terrains accidentés, les accès difficiles ou enneigés. La présence de lacs sur le territoire impose aussi l'acquisition de bateaux-pompes pour les secours nautiques.

L'adaptation nécessaire des véhicules aux contraintes locales n'est pas nouvelle. Ainsi, les premiers moyens d'intervention, les pompes à bras, sont montés sur des patins à Chamonix pour pouvoir glisser sur la neige.

L'évolution des véhicules de sapeurs-pompiers est marquée par une adaptation constante aux contraintes techniques et aux spécificités de la Haute-Savoie. »

Les secours en montagne, caractéristiques du territoire

L'ouvrage consacre également un focus aux secours en montagne. Les travaux et la plume de Christophe Gauchon, professeur de géographie à l'Université Savoie Mont Blanc, permettent de découvrir l'histoire de ces secours si caractéristiques du territoire, de leur mise en place à leur professionnalisation, richement illustrée par des documents d'archives.

Manifeste de la royale Chambre des Comptes notifiant le règlement de la compagnie des guides de Chamonix, 1823


MANIFESTE
DE LA ROYALE CHAMBRE
DES COMPTES
Portant notification du Réglement approuvé par S. M. pour la visite et les courses des glaciers et autres endroits remarquables de la vallée de Chamouix.
EN DATE DU 9 MAI 1823.
CHAMBERY,

© Arch. Dép. Haute-Savoie, 4 FS 184

Les médailles du dévouement, témoin des accidents et des sauvetages

« Les accidents de cette époque nous sont connus grâce aux dossiers instruits pour l'attribution des médailles du dévouement. Ainsi en 1864, le guide Michel Payot, âgé de 24 ans, se voit décerner une médaille d'argent pour être descendu dans des crevasses des glaciers du Mont-Blanc d'abord pour porter secours à un guide puis pour rechercher le corps d'un porteur. D'autres sauveteurs sont honorés pour des actions dans le Chablais, dans les Bornes ou dans le Haut-Giffre… Mais pour prétendre à la médaille, encore le sauveteur doit-il prouver qu'il a opéré au péril de sa vie, et le rapport de gendarmerie doit alors attester de cet engagement. En juin 1882, la médaille est refusée à des sauveteurs qui sont intervenus sous le col de Galèse (Samoëns) en utilisant des cordes donc sans vraiment prendre de risques, ce qui leur enlevait tout mérite… » Extrait du « Focus sur les secours en montagne du XIXe au XXIe siècle », par Christophe Gauchon.

Anne-Clémence Sardi
Archiviste chargée des actions de valorisation aux Archives départementales de la Haute-Savoie



© Arch. Dép. Haute-Savoie, PF 1095

Portrait de Michel Payot. *The annals of Mont-Blanc de Charles Edward Mathews*, 1898.

+ d'infos

Destiné à tous les publics, le livre a été présenté lors du Mondial du secours et la protection du 30 septembre au 3 octobre 2026. Il reste disponible gratuitement aux Archives départementales de la Haute-Savoie, dans la limite des stocks disponibles.

https://archives.hautesavoie.fr
04 50 33 20 80
archedep@hautesavoie.fr

le chemin patrimonial de Tresserve

Au début de l'année 2013, *l'association pour la sauvegarde du patrimoine de Tresserve*, sous l'impulsion de sa présidente Claude Balas, engage la rénovation du site Lamartine, lieu où le poète aurait composé « Le lac » dont une stèle de marbre rose réalisée en 1927 par le sculpteur chambérien Jean Carle marque le souvenir. C'est l'occasion de créer un cheminement « sur les traces de Lamartine » jalonné de 8 panneaux patrimoniaux dont la fabrication est confiée à la société Sagip de Cognin.

Ce premier groupe de panneaux est inauguré le 14 juin 2014 par Jean-Claude Loiseau, Maire de Tresserve.



VALORISATION DU PATRIMOINE



Le maire J-C. Loiseau, le propriétaire du château N. Tournier et J. Collaudin, président de l'association pour la sauvegarde du patrimoine de Tresserve, dévoilent le panneau sur le château de Tresserve Bonport



Intérieur du flyer

En octobre 2016, l'association et sa nouvelle présidente Véronique Schmit installent un panneau patrimonial sur trois édifices de la commune : l'église, la Mairie et le four à pain banal. Un groupe de travail est créé afin de réfléchir au contenu de ces 3 panneaux et plusieurs fournisseurs sont consultés. Finalement la société Pic Bois qui a fourni des panneaux à Grand Lac est retenue. Ces 3 panneaux ont été installés fin 2017 et inaugurés lors de l'assemblée générale par le premier adjoint de la commune, Éric Courson.

En 2017, l'association décide de créer un second cheminement (« sur les traces d'Ellen Willmott ») au sein du parc de la Mairie. 4 panneaux présentent des photos du parc prises par la propriétaire du domaine lors de son apogée. SAGIP est de nouveau choisi.

En 2022, Jacques Collaudin le nouveau président propose à l'association un plan à 4 ans afin de créer le chemin pédestre patrimonial de Tresserve. L'objectif est d'inviter les touristes et curistes à découvrir le patrimoine du village en empruntant des voies piétonnes le long de la rue principale mais aussi au bord du lac du Bourget et dans le bois de Coëtan. 9 autres panneaux sont étudiés, mis en place et inaugurés lors de journées du patrimoine. Les thèmes sont : le château de Tresserve Bonport, Tresserve Plage, le Saut de la pucelle, la Reine Victoria à Tresserve, la pierre romaine de l'église, l'oratoire d'Ellen Willmott, le second four à pain, le 1er transformateur du village, Daniel Rops, les arbres remarquables du parc de la Mairie. Enfin un panneau est réalisé sur le jardin d'Ellen Willmott à son apogée vers 1900 en hommage à Hervé Chioso (décédé en 2024) membre de l'association, passionné de jardins et auteur du contenu de ce panneau.

Ces panneaux sont bilingues (français et anglais) et comportent des QR codes dans ces mêmes langues permettant de détailler un élément particulier (chantier de reconstruction du château, légende originale du Saut de la pucelle en patois savoyard, compte-rendu de l'éboulement de la colline survenu en 1939 près de Tresserve Plage...).

L'association a décidé d'impliquer les commerçants du village dont les touristes et curistes seront des clients potentiels. Tous les frais de réalisation des panneaux ont été financés par ces partenaires.
Un flyer est disponible à la Mairie de Tresserve, aux offices du tourisme d'Aix-les-Bains et du Bourget-du-Lac ainsi que chez les partenaires. Le QR code affiché sur la première page donne la trace GPS du circuit.

Pic Bois

Fondée en 1990, l'entreprise Pic Bois bénéficie de plus de 35 ans de savoir faire dans la fabrication de signalétique et de mobiliers, soutenu par une évolution continue de ses techniques et de ses ateliers. PIC BOIS est pionnier de l'écoconception et détentrice de certifications exigeantes telles que ISO 14001 et PEFC, attestant d'une gestion durable des matériaux et d'une production respectueuse de l'environnement. La société propose une impression directe en vitrophanie sur une plaque de verre.

Ce chemin a été inauguré le 4 avril 2026 par M. Jean-Claude Loiseau Maire de Tresserve en présence de Mme Clapier la déléguée de la Fondation du Patrimoine pour la Savoie.

Jacques Collaudin

SAGIP, un marquage durable au cœur du patrimoine local

SAGIP Sérigraphie, entreprise spécialisée dans le marquage industriel, accompagne ses clients dans la réalisation de solutions d'identification et de communication durables.
Dans le cadre de l'aménagement du jardin de la commune de Tresserve, SAGIP a réalisé les plaques aluminium destinées aux pupitres présentant l'histoire et les particularités de ce lieu. Ces supports, conçus pour une utilisation en extérieur, associent robustesse, lisibilité et qualité esthétique.
L'impression a été réalisée en oxydation anodique, une technologie spécifique permettant de faire pénétrer les encres au cœur de la couche anodisée de l'aluminium. Contrairement à un marquage de surface classique, l'image est ainsi protégée dans la matière elle-même, garantissant une excellente tenue face aux UV, aux intempéries et au vieillissement.
Cette réalisation illustre le savoir-faire de SAGIP : mettre les technologies du marquage industriel au service de projets qui valorisent durablement les espaces et le patrimoine.

les Voix du Châtelard

futur audioguide du cœur des Bauges





VALORISATION DU PATRIMOINE

Connaissez-vous le principe des boitiers empruntés à l'accueil des musées pour entrer dans l'intimité des œuvres d'art ? Au cœur du Massif des Bauges, vous pourrez bientôt faire de même pour visiter le village du Châtelard. Contrairement à un audioguide classique écrit et enregistré avec des voix de comédiens, ici, ce sont les habitants eux-mêmes qui deviennent les guides d'un parcours insolite.

Le Châtelard, un patrimoine à (re)découvrir
Village dynamique au cœur des Bauges, le Châtelard est fréquenté par les habitants du massif et les visiteurs occasionnels, pour des raisons pratiques (commodités, camping et office du tourisme) et pour sa proximité avec les activités de pleine nature. Il n'est cependant pas exempt d'une richesse historique et patrimoniale trop méconnue. Héritiers de l'histoire des lieux, concernés et investis par les enjeux du territoire, les habitants sont les premiers acteurs de ce projet. Ce sont leurs regards et leurs connaissances que l'association *Les Voix d'Ici* met en avant à travers la réalisation cet audioguide.

L'audioguide des habitants
Quels sont, pour vous, les lieux incontournables du Châtelard ? Un bâtiment, une vue imprenable, l'empreinte du temps sur un morceau d'histoire, une construction plus récente témoin des métamorphoses du territoire… Depuis le mois d'avril, l'association *Les Voix d'Ici* sonde le cœur et la mémoire des habitants. La moisson d'interviews qui a débuté au printemps se déroulera jusqu'à l'automne, en vue de récolter la matière première de la future balade. Viendra ensuite le temps du montage et de la scénarisation du parcours pour créer l'audioguide proprement dit.

Un projet multigénérationnel
En parallèle de cette collecte de voix, l'association *Les Voix d'Ici* associe le public de diverses structures du territoire : écoliers, collégiens et résidents de la maison de retraite à travers une série d'ateliers pour transmettre l'essence du projet.

Un audioguide accessible à tous
Une fois finalisée, la balade s'expérimentera in situ, en toute autonomie, dans les rues du village. Il suffira à celui qui le souhaite, de télécharger le fichier sonore ou d'emprunter un boîtier dans un lieu relai, de se positionner au point de départ du parcours et de lancer la lecture, pour une bonne heure de visite guidée.

Une offre culturelle originale hors des sentiers battus
L'intérêt de ce projet réside autant dans sa fabrication, qui implique les habitants dans le processus, que dans sa diffusion, qui amène le public à investir le village à travers un objet culturel original. Par la diversité des voix et des thématiques qui le composent, l'audioguide produit s'adressera à tous les visiteurs curieux, attirés par un tourisme sensible. Il invitera également les habitants eux-mêmes, à (re)découvrir leur village à travers le regard de ceux qui les entourent : amis, voisins…, créant du lien au sein de la population locale.

Mélanie Antoine
Réalisatrice des Voix du Châtelard

focus

Ce projet est soutenu par la commune du Châtelard, par le programme LEADER de la Région Rhône-Alpes cofinancé par l'Union Européenne et coordonné par le GAL Auvergne Rhône-Alpes ENTRE LACS & MONTAGNES, mais également par le Département de la Savoie, dans le cadre de la coopération France-Italie Alcotra 2021-2027, ainsi que par Grand Chambéry.

Contact : *info@lesvoixdici.fr*

Plus d'infos sur : *www.lesvoixdici.fr*

le Parc naturel régional du Massif des Bauges lance le label ArchiQuali

pour encourager le « Bien Bâtir »

Le paysage est une composante essentielle du classement d'un territoire en Parc naturel régional. Lancé par le PNR du Massif des Bauges en 2026, le label ArchiQuali participe de son action en faveur d'une architecture de qualité et bien intégrée à son environnement.



LABEL

Le nouveau restaurant scolaire de Curienne



© NA Architecture - Photo : Aurélien Vivier

La nouvelle mairie d'Aillon-le-Vieux



© Romane Girard, PNR Massif des Bauges

« La Grange » à Lathuile



© CAMP Architecture

Le paysage et l'architecture au cœur de la nouvelle charte du Parc (2025-2040)

Adoptée par l'ensemble des collectivités concernées, la nouvelle charte du Parc du Massif des Bauges place le paysage au centre de son projet de territoire. Parce que les villages et le bâti isolé structurent fortement l'identité locale, le document fixe des objectifs clairs en matière de construction :

- **Préserver l'authenticité :** maintenir la qualité des paysages et sauvegarder l'identité architecturale du massif.
- **Bâtir durablement :** promouvoir des formes urbaines économes en espace et soutenir une architecture à haute performance environnementale et sociale.

Le label ArchiQuali : concilier les visions pour une architecture partagée

Si ces objectifs font consensus sur le papier, leur mise en œuvre se heurte souvent à la réalité du terrain : contraintes réglementaires, coûts, faisabilité technique ou pénurie de matériaux. De plus, les différents acteurs du secteur ont parfois des visions divergentes, voire opposées, de ce qu'est la qualité architecturale et paysagère.

Pour dépasser ces blocages, le label ArchiQuali mise sur le dialogue. En réunissant un jury pluridisciplinaire (artisans, architectes, élus, agents publics, promoteurs et enseignants), cette initiative vise à :

- **Créer une culture commune** de la qualité architecturale dans les Bauges.
- **Démontrer la faisabilité** des projets en mettant en lumière tout le champ des possibles.

De l'appel à projets aux délibérations sur site

Chaque année, le Parc invite ses communes adhérentes à proposer des projets récents (de moins de 4 ans), portés par des acteurs publics ou privés. Les candidatures s'inscrivent dans l'une des trois catégories du label :

- **Construction neuve**
- **Rénovation ou réhabilitation du bâti existant**
- **Aménagement d'espaces publics**

Le processus de sélection se déroule en deux temps. Après l'examen des dossiers écrits, les membres du jury se réunissent début avril pour analyser les réalisations directement sur le terrain. Ces visites sont l'occasion d'échanger de vive voix avec les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage. À l'issue de chaque visite, le jury débat autour de dix critères précis — incluant le confort d'usage, l'intégration paysagère, la valorisation du patrimoine ou encore l'adaptation au terrain — avant de procéder au vote final. Pour exprimer toute la diversité des points de vue, le jury utilise le système du jugement majoritaire. Pour chacun des dix critères, chaque membre attribue une mention parmi sept propositions allant de « à rejeter » à « excellent ». La note finale attribuée au projet correspond à la mention minimum à partir de laquelle se cumulent au moins 50 % des voix.

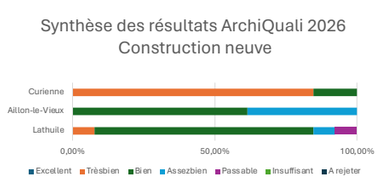
Pour obtenir le label, un projet doit ainsi obtenir une mention finale minimale de « assez bien ».

Palmarès 2026 : les trois projets lauréats du label ArchiQuali

En 2026, trois réalisations exemplaires ont été distinguées :

- **Le nouveau restaurant scolaire de Curienne,** salué pour l'utilisation de bois issu de la forêt communale. Le projet architectural a su s'adapter aux contraintes de la ressource locale disponible, tout en garantissant le confort d'usage et une insertion paysagère réussie.
- **L'ensemble de logements « La Grange » à Lathuile (74),** remarqué pour son intégration globale au cœur du village. L'opération propose des logements spacieux, ouverts sur le lac d'Annecy et les montagnes environnantes, tout en restant financièrement accessibles aux ménages modestes.
- **La nouvelle mairie d'Aillon-le-Vieux,** distinguée pour sa composition épurée qui s'intègre dans un terrain en forte pente. Le projet met en valeur un bardage aux lignes irrégulières et une architecture pensée pour libérer la vue sur le grand paysage.

Jérôme Daviet



notes de lecture



Lieux insolites et secrets de Savoie et de Haute-Savoie
Par Julien Coppier
Éditions Gisserot, 2026, 128 pages
ISBN 978-2-75581-205-3 • 6 €

Les éditions Gisserot, qui font la part belle aux régions, aux patrimoines et à l'histoire, viennent de faire paraître *Lieux insolites et secrets de Savoie et de Haute-Savoie*.
Qui mieux que Julien Coppier, adjoint à la directrice des Archives départementales de la Haute-Savoie, pouvait nous faire découvrir ces endroits cachés, méconnus, singuliers au cœur des deux départements ? L'auteur entraîne les lecteurs à travers des textes synthétiques qui peuvent être appréhendés comme dans un livre d'histoire riche en photographies ou comme dans un guide pour mieux connaître le territoire.
Anecdotes, souvenirs liés à des hommes et femmes ayant façonné l'histoire du territoire, monuments naturels énigmatiques, mégalithes et grottes, sanctuaires miraculeux et légendes : laissez-vous guider à la découverte d'un florilège de ces lieux.



Groupe patrimoine de Chanaz. Chanaz, une histoire portée par le courant
L'Histoire en Savoie, numéro hors-série n° 5 2026 • ISBN – 978-2-85092-051-6 • 27 €

Cet ouvrage propose la première synthèse consacrée à l'histoire de Chanaz et de son environnement, de la période romaine à nos jours. Né d'une démarche collective réunissant chercheurs, archéologues, universitaires et acteurs du patrimoine, il s'appuie sur une documentation variée : archives, sources anciennes, données archéologiques terrestres et subaquatiques, collections muséales et travaux antérieurs.
Organisée chronologiquement, l'étude montre combien l'histoire de Chanaz est étroitement liée à sa situation géographique, au canal de Savière et à sa position stratégique entre le Rhône et lac du Bourget. De l'activité portuaire et artisanale antique à l'essor médiéval du bourg, puis aux transformations politiques, économiques et sociales de l'époque moderne et contemporaine, l'ouvrage restitue les grandes étapes de son évolution.
La dernière partie met en lumière le renouveau engagé depuis les années 1970 autour de la restauration du patrimoine et du développement touristique. Chanaz apparaît ainsi comme un territoire où la valorisation du patrimoine constitue aujourd'hui un enjeu majeur, entre attractivité, préservation des paysages et adaptation aux défis contemporains.



Camille Costa de Beauregard, le Père des orphelins
par Alexandre Doglioni
La Fontaine de Siloé, 2025
ISBN 978-2-84206-891-2 • 19,90€

Issu de la noblesse savoyarde, religieux par choix, Camille Costa de Beauregard fonde en 1867 un orphelinat destiné à accueillir les nombreux laissés-pour-compte de l'épidémie de choléra qui ravage Chambéry. Ce sera l'œuvre d'une vie.
Promoteur hors pair, animé du souci permanent de la formation humaine, chrétienne et professionnelle de ses protégées, il préfigure l'apprentissage moderne, préparant les jeunes à la vie active grâce à ses nombreux liens avec le monde extérieur. Cette ouverture lui permet de traverser les périodes troublées grâce à ses nombreux liens avec l'Église, les généreux donateurs, les pouvoirs publics, les employeurs potentiels. Sa vision essaimera à l'orphelinat de filles des Marches et à la ferme pédagogique de la Villette, et il sera source d'inspiration pour de nombreux autres établissements français.
Près de cent ans après la disparition de Camille Costa de Beauregard, sa béatification le 17 mai 2025, rend compte de son immense œuvre de bienfaisance. Sa fondation du Bocage conserve encore aujourd'hui solidité et dynamisme, preuve de la clairvoyance de son fondateur.



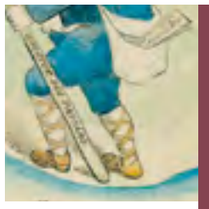
Louise de Savoie. L'art du pouvoir à l'aube de la Renaissance
Par Patricia Eichel-Lojkine, Perrin, coll. "biographie", 2026
ISBN 978-2262100735. 23€.

Mais qui était donc véritablement Louise de Savoie, mère de François Ier, illustre figure de la Renaissance française ?
Née au temps de Charles le Téméraire et de Louis XI, fille du duc de Savoie Philippe II, mariée à douze ans au duc Charles d'Angoulême, un prince du sang désargenté et aux tentations rebelles que la Couronne veut remettre dans le rang, Louise de Savoie (1476-1531) se retrouve brutalement, à moins de vingt ans, veuve, chargée de deux enfants en bas âge – Marguerite et François de Valois.
Par sa solide éducation, sa fine connaissance des lignées dynastiques et du jeu politique européen, et sa proximité avec la famille royale, elle parvient à dessiner le chemin qui mènera son fils François jusqu'au trône. Et, alors que le pouvoir se conjugue déjà et surtout au masculin, elle se voit par deux fois confier la régence, tenant alors fermement la barre d'un pays chahuté.



Anatomie d'une notabilité entre deux nations. Les grands notables savoyards au XIXe siècle.
Par Romain Maréchal
Chambéry, Presses universitaires Savoie Mont Blanc, 2026 (Sociétés, Religions, Politiques, 58).

Au XIXe siècle, la Savoie du Sud est un territoire marqué par d'importants changements politiques. Territoire frontalier successivement gouverné par la France et les États sardes, elle connaît aussi, en interne, de profondes transformations institutionnelles et une mutation de ses élites.



NOTES DE LECTURE

Cet ouvrage s'intéresse au rôle joué par les notables lors de ces bouleversements majeurs en Savoie du Sud. En s'appuyant sur l'analyse de sources – françaises et sardes –, ainsi que sur une méthode prosopographique (cartes, modélisations graphiques, arbres généalogiques), il propose une radiographie de l'autorité des grands notables savoyards et analyse les ressorts de sa longévité. Le résultat est une mesure inédite de l'« épaisseur notabiliaire » de la société savoyarde du XIXe siècle.
L'ouvrage offre ainsi une histoire sociale des élites, qui montre comment la notabilité, puis le processus de « dénotabilisation », ont permis à la Savoie du Sud de traverser les soubresauts politiques pour poser les bases d'un nouvel ordre social, précurseur de la société du XXe siècle.



Le diable de Bessans
par David Gautier, éditions Boule de Neige, Collection Contes Alpins #17, 2026
ISBN 978-2-494836-12-9 • 10,50€

L'exposition « *Conte-moi la Savoie !* » vient de se terminer après avoir rencontré un large succès au cours des saisons estivales 2025 puis 2026 à la grange batelière de l'Abbaye d'Hautecombe. La Conservation du patrimoine de la Savoie, accompagnée des éditions Boule de Neige, y avait proposé de (re)découvrir les contes et légendes alpines à travers un double regard à la fois savant et ludique.
Dans cette continuité, signalons la sortie du livre consacré au diable de Bessans aux éditions Boule de Neige. Une façon amusante de faire découvrir aux jeunes lecteurs cet élément du folklore savoyard…

- **ACTEURS DU PATRIMOINE** Éductour SavoiaExperience, acte II **3**
- **ACTEURS DU PATRIMOINE** Former ceux qui transmettent **4 & 5**
- **ACTEURS DU PATRIMOINE** Deuxième Rencontre des acteurs du patrimoine de Savoie **6**
- **ACTEURS DU PATRIMOINE** Traces d'altitude : quand les pierres racontent la montagne **7**
- **MUSÉES DE SAVOIE** Quatre ans d'engagement au Musée du patrimoine rural d'Ugine **8 & 9**
- **CHÂTEAU DES DUCS DE SAVOIE** Les jardins du château de Chambéry **10 à 13**
- **CHÂTEAU DES DUCS DE SAVOIE** Étude et réhabilitation de la courette du Gouvernement **14 & 15**
- **HISTOIRE** Julien Tabouet, prisonnier de la Tour du Carrefour **16 & 17**
- **MONUMENTS HISTORIQUES** Le château Reinach **18 & 19**
- **HISTOIRE** La voie sarde de Saint-Sulpice **20 & 21**
- **COLLECTIONS** Des objets préhistoriques picards en Savoie **22 & 23**
- **ARCHÉOLOGIE** Un programme collectif de recherches pour l'abbaye d'Entremont **24 & 25**
- **HISTOIRE** La « colonne départementale » du Département du Mont-Blanc **26 & 27**
- **HISTOIRE DE L'ART** Les Dufour « au-delà des Monts » **28 à 31**
- **MONUMENTS HISTORIQUES** Abbaye d'Hautecombe : la chapelle des Princes de Savoie **32 & 33**
- **HISTOIRE** Découverte d'un décor mural aux Alberges **34 & 35**
- **ARCHIVES** Amédée VII : une mort suspecte et des manuscrits perdus **36 & 37**
- **ARCHIVES** Une nouvelle publication des Archives départementales de la Haute-Savoie **38 & 39**
- **VALORISATION DU PATRIMOINE** Le chemin patrimonial de Tresserve **40**
- **VALORISATION DU PATRIMOINE** Les Voix du Châtelard **41**
- **LABEL** Le Parc naturel régional du Massif des Bauges lance le label ArchiQuali **42**
- **NOTES DE LECTURE** **43**

SAVOIE

LE DÉPARTEMENT

